

**PROJET ANTICIPATION :
PENSEZ LES SCÉNARIOS
DE DEMAIN !**

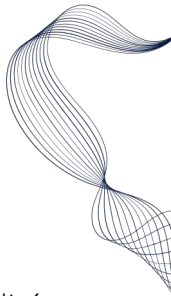
SAISON 2



**LES JEUNES
IHEDN**



LE PROJET ANTICIPATION : REGARDER ENSEMBLE, LARGE ET AU LOIN



Si prédire l'avenir est impossible, l'imaginer demande de nombreuses qualités, créativité, ouverture d'esprit, méthodologie, que le projet anticipation ne demande qu'à renforcer. Ce projet, qui a vu le jour en 2022, a permis de former 40 membres en deux ans aux techniques d'anticipation et de prospective en les confrontant à des professionnels, en les mettant au défi au cours d'ateliers pratiques et wargames, et en leur donnant l'opportunité de nous partager leur vision du futur par l'écriture de scénarios.

Le projet anticipation en quelques chiffres

3

Ateliers

avec des professionnels de la prospective (AXA, Sciences Po, Red Team)

1

Wargame

spécialement conçu pour le projet anticipation par le Pôle Wargame de l'Association du M2 Sécurité internationale et défense de Lyon 3

4

Sessions d'écriture

pour travailler en groupe sur des scénarios

La France en 2053 : quels futurs possibles ?

Cette seconde édition du projet anticipation vous propulse en 2053. 3 scénarios, 3 futurs possibles avec un thème commun : l'impact du réchauffement climatique et de la crise énergétique sur les équilibres géostratégiques. Plongez au cœur de futurs où s'entremêlent révolutions politiques, manipulations de nos compétiteurs stratégiques et nouveaux rapports de force militaires.

Les responsables du Projet Anticipation vous souhaitent une bonne lecture !

SOMMAIRE



3

PRÉSENTATION DU
PROJET

5

NOS MEMBRES

7

SCÉNARIO 1 - PROJET
JANUS

26

SCÉNARIO 2 - LE
DERNIER PROCÈS DU
MILLÉNAIRE

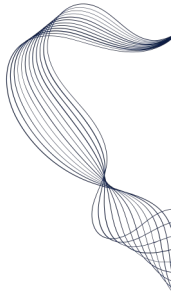
52

SCÉNARIO 3 - ÉCLIPSE
GUYANAISE, L'ASSAUT
SUR KOUROU

94

REMERCIEMENTS

PRÉSENTATION DES MEMBRES DU PROJET



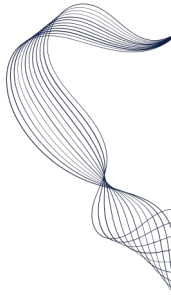
- Lou-Anne **DUCOS**, Responsable du projet
- Chloé **GOBOYAN**, Responsable du projet
- Bérénice **BALTÈS**, Responsable du projet
- Paul, Responsable du projet

Groupe 1

- Nassim **BELLIK**, Membre du comité Cyber
- Harold **MERTENS**, Membre du comité Armée du futur
- Anne-Claire **PICHON**, Membre du comité Asie-Pacifique
- Arthur **PONS**, Membre du comité Cyber et responsable adjoint du comité Risques et Intelligence économique
- Romane **PRUDOR-BERNARD**, Membre du comité Armée du futur
- Tristan **SEGUR**, Membre du comité Asie-Pacifique

Groupe 2

- Julie **BOUCHET**, Membre du comité Moyen-Orient et Monde Arabe
- Baptiste **COLLIN**, Membre du comité Cyber
- Baptiste **FITSCH-MOURAS**, Membre du comité Aéronautique et Espace
- Pauline **GUILLAUME**, Membre du comité Moyen-Orient et Monde Arabe
- Erwann **LE COGUIC**, Membre du comité Armée du futur
- Claire Lise **MARZIO**, Membre du comité Aéronautique et Espace
- Chems **MITTA**, Membre du comité Cyber



PRÉSENTATION DES MEMBRES DU PROJET

Groupe 3

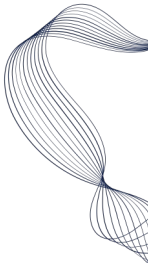
- Laurène **ARMANDON**, Membre du comité Culture et Influences
- Guillaume **BADEL**, Membre du comité Culture et Influences
- Alma **DESVEAUX**, Membre du comité Armée du futur
- Barthélémy **DRABCZUK**, Membre du comité Énergie et Environnement
- Nolwenn **FOURNY**, Membre du comité Santé et Prévention
- Joshua **ISKIERKA**, Membre du comité Énergie et Environnement
- Alexandre **STURM**, Membre du comité Armée du futur



SCÉNARIO 1 : PROJET JANUS

RÉALISÉ PAR LE GROUPE 3

CHAPITRE 1 : L'ATTAQUE



10 mai 2053

L'araignée sortit du sable. Au-dessus d'elle, l'ombre du tuyau qui la surplombait traçait dans le désert une veine noire infinie. Pas un bruit aux alentours. Seul le ronronnement des lointaines éoliennes lui parvenait. L'araignée grimpa sur le cylindre, suivie de 5 autres camarades, qui venaient de la rejoindre. Arrivées en haut, elles se séparèrent en 2 : un groupe se dirigea vers la gauche, l'autre vers la droite. De chaque côté, à 200 mètres, l'une des araignées s'arrêta tandis que ses consœurs continuèrent leur chemin. Il en fut de même 200 mètres plus loin, et seules 2 araignées continuaient d'avancer de chaque côté. Celle qui remontait le tube s'arrêta soudainement, sentant une ombre qui venait de glisser au-dessus d'elle. Elle s'aplatit doucement contre le métal brûlant. Ne pas bouger, surtout ne pas bouger. L'ombre glissa au-dessus du tuyau sur plusieurs centaines de mètres avant de s'éloigner vers le bourdonnement au loin. L'araignée reprit son chemin jusqu'à un croisement où des câbles se fondent dans le gazoduc. Elle se nicha dans l'enchâssement, sachant pertinemment que c'était l'endroit le plus sensible. Elle attendit quelques secondes puis elle s'enflamma comme une étincelle.

L'explosion fut tellement violente qu'elle souleva des nuages de poussières de plusieurs mètres de haut. En réalité, des explosions, il y en avait eu 6 simultanément, si bien qu'on avait entendu qu'un seul gros craquement. Il fallait vite déguerpir, au risque de se faire repérer par l'armée. Perséphone se leva doucement et comme l'araignée, grimpa, aplatie dans les rochers, pour rejoindre ses camarades. Bertrand avait ses jumelles tendues vers le ciel et, lorsqu'elle arriva dans le renforcement de la roche, cria « l'Aigle est de retour, il faut attendre ». L'ombre qui avait quelques minutes auparavant filé le long du boyau maintenant ouvert à plusieurs endroits se dirigea vers le monticule de roches où était caché le commando. « Merde. Ils savent déjà qu'on est là », fustigea Bertrand. « Bon, pas le choix, on se tire ». Les 6 formes lovées dans les replis de la roche se levèrent d'un coup et dévalèrent la pente. Il fallait rejoindre le massif en face le plus rapidement possible pour espérer échapper aux soldats de la Confédération des Énergies Vertes de la Steppe.

Mais déjà au loin, des nuages de poussière soulevés par des véhicules tout terrain fonçaient vers eux. Perséphone évalua leur distance à environ 3 kilomètres et, tandis que ses camarades couraient vers le massif montagneux, elle s'arrêta et sortit de son gros sac la mallette qui contenait l'Abeille. Elle mit en place le dispositif, l'enclencha et repartit en courant. L'Abeille leur offrirait quelques minutes, mais pas plus, elle n'était pas conçue pour ça. Les petits drones sortirent de la mallette et formèrent 6 petits essaims. Ils allaient leurrer les radars adverses en simulant d'autres formes en mouvement. Confus, les soldats prendraient plus de temps pour analyser les formes et comprendre de quoi il s'agissait. Ils vont sûrement détacher 2 véhicules pour appréhender les essaims. « Ça divise déjà les forces », pensa Perséphone en essayant de rattraper ses camarades. Les essaims se déplacèrent autour de l'amas rocheux qu'elle venait de quitter et les 4x4 qui venaient d'arriver à son niveau se divisèrent : 3 continuèrent leur route vers la direction de Perséphone et de son groupe tandis que 2 s'arrêtèrent. Comme elle l'avait prévu, les soldats en sortirent pour investir le monticule.

Le massif n'était plus qu'à environ 1 kilomètre et les 3 4x4 rattrapaient le groupe. « Et maintenant ?! » cria tout en courant Perséphone à Bertrand. « On court, on s'arrête pas, ils ne peuvent pas nous tuer, la doctrine l'interdit », répondit Bertrand. « C'est bien ça qui m'inquiète », pensa Perséphone. C'est alors qu'elle vit l'ombre au-dessus de ses camarades devant elle. « Aigle ! » hurla-t-elle. Les 6 coureurs s'écartèrent d'un bond. Trop proches, l'Aigle, un drone de surveillance et de capture n'avait qu'à lâcher un filet intelligent sur eux pour les tous capturer d'un seul coup. Les 3 4x4 étaient quasiment arrivés à leur niveau quand ils entendirent une voix leur ordonnant en français de s'arrêter sous peine d'être blessés. « Mince », pensa Perséphone, « C'est des soldats français, c'est encore pire ». Elle entendit une balle siffler à côté d'elle. « Ils visent le bas du corps et évitent les zones vitales », pensa-t-elle pour se rassurer. Les premiers coureurs étaient arrivés au pied du massif où ils allaient se disperser dans les méandres de roches. Perséphone, la dernière, savait que ce n'était plus qu'une question de secondes avant qu'elle prenne une balle hypodermique qui allait la paralyser. « Je vais y passer, c'est sûr », se dit-elle. « Il faut que je les retienne pour qu'ils ne choppent pas les autres ».

Pile à ce moment-là, elle sentit une douleur fulgurante dans la jambe et s'écrasa par terre. En relevant la tête, elle vit d'énormes nuages rouges apparaître devant elle. C'était ces camarades qui, arrivés au pied du massif, avaient balancé des fumigènes derrière eux afin de couvrir leur retraite aux yeux de l'Aigle dans les rochers. « Malin », dit-elle avec un sourire en coin. Très vite, elle sentit des mains prudentes la fouiller et la retourner.

CHAPITRE 2 : LE BOULEVERSEMENT DU MONDE

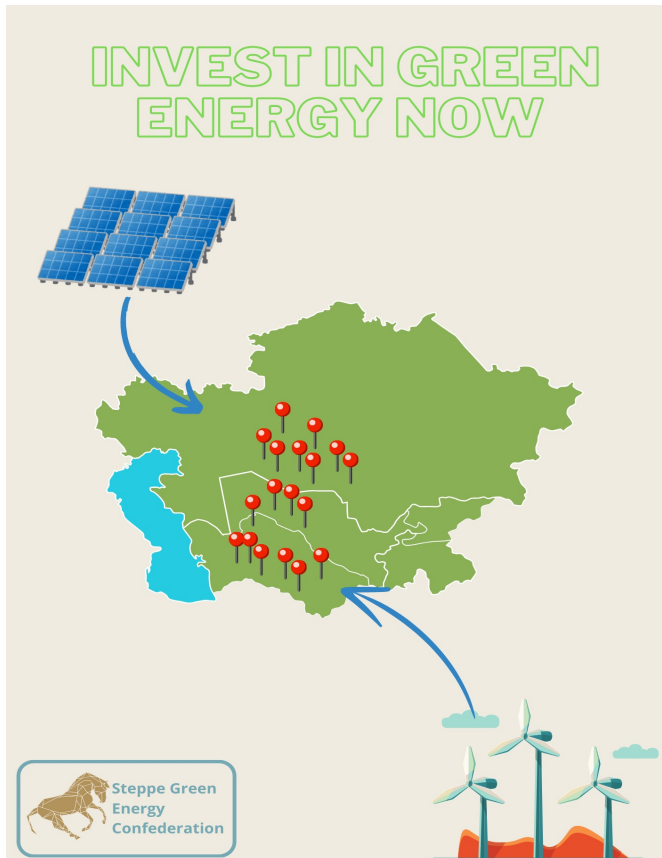
1 janvier 2027

Le 1er janvier 2027, l'Agence internationale de l'énergie atomique publie un rapport qui révèle des soucis de maintenance dans plusieurs centrales nucléaires autour du globe, notamment en France. En effet, 2 ans auparavant, dans un contexte de déficits budgétaires inégalés, les 2 autorités de sécurité nucléaire françaises fusionnaient afin de limiter les coûts. En 2030, les craintes de l'Agence internationale de l'énergie atomique se concrétisent : du fait des défauts d'entretien, un accident survient dans la centrale nucléaire de Gravelines. Le débat sur le nucléaire en France s'enflamme et les mouvements contestataires du nucléaire civil s'imposent sur la scène politique. L'utilisation du nucléaire civil est encore plus contestée depuis juin 2026, en pleine guerre russo-ukrainienne, où un missile s'écrase sur l'un des réacteurs de la centrale de Zaporozhye. Cette série d'évènements achève de convaincre l'opinion publique de nombreux pays européens de la nécessité de tourner le dos au nucléaire civil, considéré comme n'étant plus fiable. Les mouvements contestataires du nucléaire civil fleurissent partout dans le monde, et plus particulièrement dans les pays d'Europe de l'Est, où le traumatisme de Zaporozhye vient raviver celui de Tchernobyl. Ces derniers prônent une transition énergétique immédiate vers le renouvelable. Les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, quant à eux, tendent à se tourner plutôt vers les énergies fossiles.

Parallèlement, en Asie centrale, se développe la production d'énergie renouvelable grâce à un contexte favorable. Les États d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, le Kazakhstan ou encore le Turkménistan cherchent à s'autonomiser progressivement du joug de la Chine et de la Russie. Affaiblie par une guerre avec l'Ukraine qui perdure, la Russie souffre à l'aune des années 2030 d'une démographie en chute libre, amplifiée par un mouvement de fuite des cerveaux depuis le début du conflit. L'économie de guerre mise en place ne fut pas suffisante pour faire face à l'enlisement du conflit. La Russie est obligée de puiser dans ses réserves financières jusqu'à épuisement à l'instar de son fond souverain, le National Welfare Fund. En proie à ses propres difficultés, son influence commence à faiblir et ce notamment en Asie Centrale. Il en est de même pour la Chine, qui accélère à la fin des années 2020 sa politique impérialiste et expansionniste dans la zone Indo-pacifique, se mettant à dos de nombreux pays asiatiques de la région ainsi que les États-Unis voyant en elle leur seule rivale. La Chine n'identifie pas l'émergence de cette idéologie verte et des pays d'Asie centrale comme une contrainte puisqu'elle fournit le monde entier en terres rares, essentielles pour soutenir les besoins technologiques bas-carbone.

Ces facteurs complexes permettent ainsi l'émergence de la souveraineté politique et économique des États d'Asie centrale qui multiplient des contrats avec des pays européens, à l'instar de celui de 2022 entre la France et l'Ouzbékistan au sujet de l'uranium. Voyant l'engouement grandissant pour les énergies renouvelables, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan saisissent l'opportunité de s'affirmer davantage sur la scène internationale dans un contexte géopolitique en plein bouleversement. Ils créent la Confédération des Énergies vertes de la Steppe. Dès la fin des années 2020, ils tirent profit de leur topographie particulière et de leurs paysages désertiques qui se transforment alors en gigantesques parcs éoliens et de panneaux solaires. L'approvisionnement européen induit des travaux pharaoniques afin de construire des pipelines pour transporter l'énergie verte générée en Asie centrale, à l'instar des gazoducs tel que Nord Stream 2.

CHAPITRE 3 : L'HEURE DES NOUVEAUX RÉGIMES



14 février 2037

Le 14 février 2037, le monde assiste à la naissance de la première « dictature verte ». La Biélorussie, qui s'est peu à peu extirpée de sa position de vassal de la Russie pour devenir la pionnière de cette nouvelle ère sous la houlette du charismatique mais impitoyable leader écologiste Alexei Petrov. Petrov, ancien scientifique et fervent défenseur des énergies renouvelables, a su capitaliser sur les peurs grandissantes liées aux

catastrophes nucléaires et climatiques pour instaurer un régime autoritaire centré sur la décroissance et le contrôle rigide des ressources. La Biélorussie, désormais convertie en dictature verte, impose des mesures draconiennes. La consommation d'énergie est strictement régulée, les déplacements limités et la production industrielle réduite à son strict minimum. Toute opposition est sévèrement réprimée, et les médias sont rapidement contrôlés pour diffuser une propagande constante prônant les vertus de la décroissance et de l'autosuffisance énergétique. Ce modèle autoritaire fait des émules dans plusieurs autres pays d'Europe de l'Est, où des régimes similaires émergent dans les années qui suivent. En France, la situation est particulièrement complexe. Le pays se trouve dans une position ambiguë, tiraillée entre son passé de champion de l'énergie nucléaire et les pressions croissantes pour adopter un modèle énergétique plus vert. En 2039, alors que le gouvernement tente de maintenir un équilibre fragile, un nouveau mouvement politique fait son apparition : le parti d'extrême vert appelé « Reverdure ».



Ce parti, s'inspirant des dictatures vertes et prônant une version radicale et autoritaire de l'écologie, gagne rapidement en popularité auprès de la population en exploitant la peur et l'incertitude générées par les catastrophes nucléaires. Toutefois, des zones d'ombres recouvrent les sources de financement de ce parti, ce qui éveille l'inquiétude des autorités françaises et de certains partis d'opposition. Pour contrer ce mouvement à l'idéologie extrême, le pouvoir français diversifie son mix énergétique sous la pression d'une opinion publique de plus en plus critique envers l'énergie nucléaire et fossile. Elle passe de nombreux accords avec la Confédération des Énergies vertes de la Steppe afin d'assurer son approvisionnement en énergie renouvelable. La fracture de l'opinion publique européenne ne cesse de s'accroître. Divisé, le tournant vert entamé par certains pays européens, dont la France, implique une transformation radicale et durable de l'économie et l'abandon de nombreux secteurs de production.

Si la volonté de s'ouvrir à de l'électricité verte d'Asie centrale convainc une partie des élites du pays, d'autres y voient un risque politique. Cette nouvelle orientation de la France, un pays historiquement affilié à la coalition de l'Europe du Nord et de l'Ouest, suscite de l'agitation dans son voisinage. En réaction à l'érection de régimes dictatoriaux en Europe de l'Est, des mouvements hacktivistes anti-verts se forment afin de déstabiliser l'approvisionnement énergétique de ces pays. Ces organisations, composées de citoyens, de scientifiques désillusionnés et de militants

anti-autoritarisme, se mobilisent contre ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle forme de tyrannie et cherchent à exposer les contradictions et les abus de ces régimes dictatoriaux. Des groupuscules « terroristes » comme Zeta entre 2039 et 2041 ou bien Krah et VerTue dans les années 2042 et 2043, multiplient les actions sur les infrastructures énergétiques vitales.

La France devient elle-même victime des actes malveillants de ces organisations. Celles-ci se donnent pour mission de saboter, par le biais de cyberattaques et de drones, les infrastructures stratégiques situées en Asie centrale qui permettent l'approvisionnement énergétique des pays européens. Les attentats se multiplient, atteignant un niveau alarmant. En 2042, une attaque coordonnée contre plusieurs centrales solaires en Asie centrale provoque une interruption majeure de l'approvisionnement énergétique, ce qui entraîne des pénuries et des émeutes en France. Des drones sophistiqués sont utilisés pour déposer des dispositifs robotiques de sabotage. Ces araignées mécaniques, dotées de technologies avancées, infiltrent les installations et provoquent des pannes massives, plongeant des régions entières dans l'obscurité. En parallèle de ces attaques, les cyber hacktivistes mènent une guerre informationnelle afin de discréditer l'action du gouvernement et tenter d'influencer l'opinion publique.

CHAPITRE 4 : VerTue

21 juin 2041

L'été 2041 en France fût chaud et lourd. Dans une petite salle de réunion clandestine, sous les rues animées de Paris, une jeune femme du nom de Perséphone Durand prenait une décision qui allait changer le cours de sa vie. À 28 ans, Perséphone avait déjà vécu des horreurs que beaucoup ne pouvaient imaginer. Ses parents avaient péri dans la catastrophe de Gravelines, et les épreuves de ces dernières années avaient forgé en elle une détermination de fer. Ce jour-là, Perséphone rejoignait les rangs de « VerTue », un groupe de résistance farouchement opposé à l'idéologie d'extrême-verte qui tente de forcer la transition énergétique de la France.

Le groupe VerTue s'est donné pour mission de protéger la démocratie contre ceux qui voulaient la détruire et imposer un pouvoir autoritaire vert. Perséphone, avec ses compétences en informatique, trouva immédiatement sa place parmi les hacktivistes du groupe.

L'organisation utilise des technologies de pointe pour infiltrer les réseaux de communication, diffuser des informations compromettantes et perturber les systèmes de surveillance des dictatures vertes. Les hacktivistes, bien que motivés par des convictions profondes, sont devenus malgré eux les instruments d'une guerre plus vaste entre les anciennes et les nouvelles puissances énergétiques. Cette période de chaos et de transformation pose les bases d'une nouvelle ère, où les anciens paradigmes énergétiques et politiques sont remis en question. La France, malgré les épreuves et les divisions, se prépare à écrire un nouveau chapitre de son histoire, guidée par l'espoir d'un avenir plus durable et plus juste. Les années 2030 et 2040 marquent un tournant décisif, où chaque nation doit redéfinir son identité et sa place dans un monde en mutation rapide et dans un contexte de luttes intenses et des révolutions silencieuses.

En France, la montée en puissance du parti d'extrême-vert ajoute une nouvelle couche de complexité à la situation. Prônant une version radicale de l'écologie, ce mouvement nationaliste et autoritaire gagne en popularité, exploitant la peur et l'incertitude générées par les catastrophes nucléaires et les attaques terroristes. Les tensions internes s'intensifient, divisant la population entre ceux qui soutiennent une transition énergétique verte à tout prix et ceux qui s'opposent à la montée de l'autoritarisme vert. Les années 2040 sont marquées par une escalade de la violence. Les attentats de VerTue et d'autres groupes similaires se multiplient, visant non seulement les infrastructures énergétiques mais aussi les figures politiques et les symboles des régimes verts. Perséphone, maintenant une figure de proue du mouvement, devient une cible pour les autorités. Sa vie bascule dans une série de fuites et de cachettes, alors qu'elle continue à mener des attaques depuis l'ombre.



Malgré la répression, la résistance ne faiblit pas. Les idéaux de VerTue trouvent un écho parmi une population de plus en plus désillusionnée par les promesses non-tenues des dictatures vertes. Perséphone, malgré les dangers, continue à lutter pour un avenir où la liberté et la justice resteraient maîtres du fonctionnement politique de la France.

Ainsi, dans la tourmente des années 2040, la France se trouve à un carrefour historique, tiraillée entre des forces opposées, mais animée par une quête commune : la recherche d'un équilibre entre progrès technologique et préservation de la planète, entre liberté individuelle et bien commun.

CHAPITRE 5 : LES NOUVEAUX VISAGES DE L'ARMÉE FRANÇAISE

19 mai 2047

La tension monte d'un cran en 2043 lorsque VerTue réussit à saboter une centrale hydroélectrique en Bulgarie, provoquant une inondation dévastatrice. Cet acte marque un tournant dans la lutte contre les forces anti-vertes. Il accentue également les tensions internationales. La répression se fait plus brutale, et le 19 mai 2047, les forces françaises sont déployées en Asie centrale pour protéger les infrastructures vitales. L'armée française se voit, entre autres, octroyer la mission de défendre le réseau d'infrastructures stratégiques de l'ensemble de l'Asie centrale. En effet, la défense de ces infrastructures est le fruit de nouvelles alliances militaires, notamment avec les dictatures vertes exploitant des réseaux similaires.

2047 est également l'année de la nécessaire refonte de la stratégie et des prérogatives de la défense française. Les nouveaux moyens d'actions des hacktivistes portent atteinte à l'intégrité du territoire national en coupant l'approvisionnement des infrastructures situés à des milliers de kilomètres de la capitale. Ces attaques sont d'autant plus graves que durant les années 2040, l'électricité verte n'est toujours pas stockable et doit donc être consommée directement. Les stocks d'énergies étant faibles, il est crucial de garantir un approvisionnement continu. Lors des premières attaques, la réponse de l'armée est non-adaptée et lente car elle n'est prête ni dans ses missions ni dans ses moyens à affronter de telles situations. Par conséquent, la France connaît la «_Grande Restriction » durant l'hiver 2048, provoquée par le besoin de l'État de réduire drastiquement la consommation d'énergie des Français à la suite d'une attaque coordonnée de Zeta et VerTue sur plus de 3 kilomètres de lignes électriques en Ouzbékistan. L'armée française a rapidement pour mission de développer un ensemble de moyens pour défendre à distance ces infrastructures critiques. Afin de mettre en échec les attaques de leurs assaillants, la doctrine de la France s'est matérialisée par la conception et l'installation de boucliers électromagnétiques capables, lorsqu'activés, d'agir tel des brouilleurs, rendant inopérables les drones dans la zone. L'armée développe également des robots techniciens déployés depuis les pays alliés voisins capables d'agir sur les lignes d'approvisionnement défaillantes et de les restaurer. L'armée devient alors le gendarme de l'énergie française, et plus largement des opérateurs d'importance vitale (OIV). De plus, l'intensité de la guerre informationnelle qui fait rage oblige l'armée à concevoir une riposte, chose qu'elle fait dès le début des années 2040. Le COMCYBER, à l'heure de la suprématie quantique, développe une doctrine de sécurité informatique devant prendre en compte des menaces inédites. S'appuyant sur l'intelligence artificielle, elle devient un véritable outil permettant de contrer les fake news et notamment d'en tracer l'origine. Plus largement, afin de se parer des cyberattaques, la France établit un grand firewall à la manière de la Chine, lui permettant d'exercer un grand pouvoir sur son réseau interne, satellitaire.



CHAPITRE 6 : L'INTERROGATOIRE

Perséphone était là, sur une chaise, la bouche sèche et les yeux lourds de fatigue d'un voyage de retour au confort spartiate. Malgré la gravité de la situation qu'elle sentait peser sur ses épaules, elle avait quand même été surprise et presque soulagée de voir qu'on l'avait traitée jusqu'à présent sans la moindre once d'agressivité ou de violence, que ce soit pendant le trajet jusqu'en France, ou bien même quand on l'avait faite asseoir seule dans cette salle. La personne qui s'en était chargée n'avait même pas pris la peine de la menotter, elle avait juste légèrement claqué la porte derrière elle.

Cela faisait maintenant ce qui semblait être une éternité qu'elle était là, sans bouger. Elle avait eu le temps d'examiner chaque centimètre de cette pièce vide. Une grande vitre sans tain lui laissait imaginer la suite des événements. Elle se battait contre la fatigue pour que son interrogatoire ne commence pas au moment où elle s'y attendrait le moins.

Enfin la délivrance à son état d'isolement arriva sous la forme d'un homme quarantenaire, cheveux poivre et sel, costume anthracite. L'homme s'assit et commença :

« Perséphone Durand, 37 ans, célibataire, sans enfants. Tes 2 parents sont morts dans un accident en 2030. En 2038, après être diplômée, tu rejoins l'équipe de cyberdéfense d'un grand groupe. 3 ans plus tard, après t'être formée auprès des plus grands experts, tu décides de faire le choix d'adhérer à « VerTue » et d'utiliser tout ce que tu avais appris pour mettre en péril la sécurité et la stabilité de la France. Tu confirmes ?

- C'était la catastrophe nucléaire de Gravelines, pas un incident quelconque.

- Très marrant, on va le mettre sur le compte-rendu si ça peut te faire plaisir mais c'est pas ça qui va te permettre de voir la lumière du jour. Si tu n'as pas envie de faire avancer l'entretien, je vais devoir poser des questions plus embêtantes et tout l'échange sera bien moins cordial, ce qui serait bête parce que si tu réponds vite et bien, dans une semaine tu pourras retourner à ta vie d'activisme sous surveillance policière. Alors je répète, est-ce que tu confirmes ton historique ?

- Oui.

- Super, on avance ! », Il fit un signe à la vitre sur sa gauche et expliqua :

« Je vais prendre un café, tu en veux un ? Ou peut-être un thé ou de l'eau ? Tu dois avoir soif. »

Elle le dévisagea pendant un instant, il continua :

« Comme tu l'as sûrement compris, j'ai déjà toutes les informations dont j'ai besoin, il faut juste que tu les valides officiellement. Tant que tu me facilites la vie, je vais faire de mon mieux pour faciliter la tienne. »

Elle n'avait aucune envie de faire confiance à son interlocuteur, mais si elle allait devoir tenir encore quelques heures comme annoncé, elle aurait définitivement besoin d'un café.

« Un café.

- Voilà un sage choix. Maintenant que tu t'es présentée, je voudrais que tu m'aides à comprendre comment tu t'es retrouvée ici, devant moi.

- Alors, c'est assez simple, tout d'abord une personne m'a ouvert la porte puis...
- Est-ce que je dois te rappeler de ne pas abuser de mon temps ?
- Dans ce cas-là, qu'est-ce que vous voulez que je vous raconte ? Vous l'avez dit vous même, vous connaissez toute l'histoire ! Je ne sais pas ce que je fais ici et encore moins ce que vous attendez de moi. »

Une jeune femme qui devait assister à l'échange depuis derrière la vitre arriva avec 2 cafés qu'elle servit avant de quitter la salle, sans dire un mot. Perséphone attendit que son interlocuteur prenne la première gorgée, puis à son tour s'autorisa à en boire un peu. Le café était tiède et insipide, comme s'il avait été refroidi en rajoutant de l'eau dans le gobelet. Elle se demanda si c'était une vraie mesure de précaution à son égard ou si l'homme en face d'elle avait eu le droit au même traitement.

« Puisque tu as l'air d'avoir décidé de perdre la mémoire, je vais reformuler la question. Quand nous t'avons récupérée, tu étais en fuite avec 5 autres personnes. Vous veniez tout juste de mettre hors service un parc d'éoliennes en plein milieu du désert. J'aimerais donc que tu m'aides à connaître l'identité des 5 autres personnes qui étaient avec toi. J'aimerais aussi savoir si d'autres attaques du style sont prévues dans un avenir proche.

- J'adorerais pouvoir vous aider à répondre à ces questions qui ont l'air cruciales pour vous mais je n'ai, hélas, aucune de ces informations en ma possession. »

Elle posa un grand sourire poli sur ses lèvres. Elle n'avait en aucun cas envie, ni intérêt à révéler quoi que ce soit de plus sur elle et VerTue. Pour l'instant, elle se disait qu'avec un bon avocat, elle avait une chance de ne pas passer le reste de sa vie en prison, alors autant ne pas aggraver son cas.

L'homme en face d'elle eut l'air exaspéré, puis sortit de la poche intérieure de son costume une paire de bouchons d'oreilles. Il s'en équipa très calmement. Perséphone n'eût que quelques secondes pour s'inquiéter de ce geste avant de le comprendre. Un son strident, d'une puissance qui lui coupa le souffle et lui fit tourner la tête, la prit par surprise. Son bourreau s'était retrouvé derrière elle pour

verrouiller des menottes à ses poignets. Elle tenta de se débattre mais la chaîne des menottes était prise dans la chaise qui elle était boulonnée au sol. Elle était coincée.

« Bon, comme je le disais, tu as voulu jouer aux dures et maintenant c'est à mon tour de te montrer qui a le plus à perdre ici. Tu sais quoi, je vais te donner 15 minutes de réflexion, pour voir dans quelle situation tu es et évaluer les choix qui sont en face de toi. »

La personne de l'extérieur rapporta une horloge numérique. Elle l'installa sur le mur en face de la vitre et lança le compte à rebours. Elle s'en alla et l'homme lui emboîta le pas.

Perséphone venait de comprendre que malgré le peu d'information qu'ils avaient sur elle, les services antiterroristes n'allaient pas juste la faire passer par la case tribunal. Quelqu'un devait leur avoir forcé la main. Elle se demanda s'il était possible que tout ce travail ait donc payé ! Elle se disait qu'il ne restait plus qu'à être forte et attendre patiemment.

Le compte à rebours toucha à sa fin. Perséphone attendit patiemment que poivre et sel revienne, les yeux rivés sur la porte, prête à devoir prendre d'autres décharges soniques s'il le fallait. Le 0 s'afficha sur le minuteur en haut du mur. Personne n'ouvrit la porte. Mais pour la deuxième fois, Perséphone reçut ce choc auquel elle n'était pas aussi prête qu'elle imaginait. Cette fois-ci, il fût si violent qu'elle eût des hauts le cœur. Elle attendait toujours, mais elle vit le minuteur repartir sur 15 minutes et compris que pour l'instant, personne n'allait lui poser des questions.

À la fin de ces 15 autres minutes, le choc la fit vomir, puis 15 autres passèrent, puis 15 de plus et à chaque fois ce choc fatal était associé. Elle avait arrêté de compter le nombre de fois où le minuteur avait complété son cycle infernal, combien de fois elle avait dû recracher le peu qu'il restait dans son estomac et combien de fois elle avait tout simplement perdu conscience.

La porte en face d'elle s'ouvrit enfin. Toujours le même homme, ses mêmes cheveux poivre et sel et son même costume anthracite. Quand il ouvrit, il fronça son nez à cause de l'odeur nauséabonde de la pièce.

« Alors, maintenant, je suppose que tu as eu le temps de réfléchir un peu à ta situation. Donc je vais répéter ma question de manière synthétique pour que tu puisses comprendre et qu'on rentre tous à la maison. Qui sont tes complices ? Quel était votre objectif ? Est-ce que vous avez prévu de recommencer ? »

Perséphone était à bout de force. Elle avait tenu bien plus qu'elle ne l'espérait et se disait que le temps qu'ils l'avaient laissé là, Bertrand et les autres avaient eu le temps de trouver un moyen de disparaître dans la nature. Du moins, elle l'espérait.

« Leurs noms sont Bertrand, Charlie, David, Éric et Faustine. Vous ne les retrouverez sûrement jamais sous ces noms-ci puisque depuis le temps ils ont dû en changer. Notre objectif était de couper l'approvisionnement de la base en contrebass de la centrale éolienne pour qu'un autre groupe puisse prendre des photos de l'inutilité de l'action des troupes françaises sur place. Enfin, pour ce qui est de la suite des événements, je ne peux vraiment pas vous aider, je ne suis pas tenue au courant de toutes les opérations du groupe. »

Elle avait menti sur cette dernière phrase, mais pria de toute son âme pour que poivre et sel ne s'en rende pas compte. Il la toisa et fit un signe à la vitre. La porte s'ouvrit, cette fois-ci sur un jeune homme. Il apportait quelque chose avec lui que Perséphone eut du mal à reconnaître au premier regard mais qui lui glaça le sang quand elle comprit enfin.

Son bourreau reprit :

« Je vois que tu reconnais cet ordinateur. C'est bien, puisqu'on l'a retrouvé chez toi, bien caché. Moi, je fais le pari que si toi tu ne connais pas la suite des événements, lui la connaît. Le seul truc qui m'embête, c'est que je ne peux pas vérifier ma théorie puisque l'accès au disque dur est protégé par un mot de passe. Il va falloir que tu nous le donnes maintenant. »

Perséphone resta silencieuse, fixant l'ordinateur avec une expression de défi. Poivre et sel la regarda avec une certaine impatience, mais aussi une satisfaction malveillante, sentant qu'il tenait enfin un atout décisif.

« Alors, tu vas nous donner ce mot de passe, ou bien on repart sur un tour de réflexion ? Je suis patient, mes supérieurs beaucoup moins. »

Perséphone ferma les yeux un instant, puis les rouvrit avec détermination. « _Non. Je ne vous donnerai pas le mot de passe. »

L'homme soupira et se tourna vers la vitre, faisant un signe discret. Le jeune homme sortit de la pièce, laissant Perséphone seule avec Poivre et Sel.

« Très bien, » dit-il en se levant. « Je vais te laisser ici encore un peu. Peut-être que tu changeras d'avis d'ici quelques heures. »

Il se dirigea vers la porte, et Perséphone sentit son cœur s'accélérer. Elle savait qu'elle ne pouvait pas supporter une autre série de ces sons stridents. Juste avant qu'il n'atteigne la poignée, elle cria : « Attendez ! »

Il se retourna, un sourire de triomphe se dessinant sur son visage. « Oui ? »

Perséphone baissa les yeux, les lèvres tremblantes. « D'accord. Je vais vous donner le mot de passe. »

L'homme revint s'asseoir, sortant un carnet de sa poche pour noter. « Je t'écoute.»

Elle prit une profonde inspiration. « 10 mai 2053, 1 janvier 2027, 14 février 2037, 21 juin 2041, 19 mai 2047. »

Il fronça les sourcils. « Ce sont des dates ? »

« Oui, » répondit-elle. « Les jours forment le mot de passe. »

« Et c'est quoi, ce mot de passe ? »

« JANUS, » murmura-t-elle. « C'est le nom du projet. »

« Intéressant. Maintenant qu'on en est là, crache le morceau, explique-moi ce projet. »

« Si je fais ça ce n'est pas juste mon organisation qui tombe mais les personnes qui nous aident aussi, je ne peux pas faire ça. »

« Qui vous aide ? Donne-moi des détails si tu veux éviter de te reprendre une série de chocs. »

« Nous recevons des fonds. De manière régulière, un conglomérat d'entreprises du fossile nous aide à nous financer en échange de quelques "missions" pour leurs intérêts propres. »

Avant que l'homme ne puisse rebondir, la porte s'ouvrit brusquement. Une femme en uniforme, portant des insignes de grade élevé, entra dans la pièce avec détermination.

« Arrêtez tout, » ordonna-t-elle avec autorité. « Perséphone Durand est libre de partir. »

Poivre et sel se leva, visiblement confus et mécontent. « Comment ça, libre de partir ? Nous sommes en plein interrogatoire ! »

La femme ne le regarda même pas. « Ordre direct de mes supérieurs, ça vient de très haut cette fois-ci. La situation a été arrangée à l'amiable. Des amis importants de cette demoiselle ont su trouver les bons mots. »

Perséphone, toujours attachée à la chaise, regardait la scène avec incrédulité. La femme fit un signe à un autre agent qui entra pour défaire ses menottes.

« Vous pouvez partir, Mademoiselle Durand. Nous vous escortons hors de cette installation. »

Perséphone se leva, les jambes tremblantes, et jeta un dernier regard à Poivre et sel, qui semblait furieux mais impuissant. Sans un mot de plus, elle suivit la femme en uniforme hors de la pièce, laissant derrière elle l'ordinateur et les tortures.

Alors qu'elle marchait dans le couloir, escortée par les agents, elle sentait un mélange de soulagement et de méfiance. Elle savait que cette libération n'était qu'une étape, et que la véritable lutte pour la liberté et la justice allait enfin toucher à son but.

ÉPILOGUE

Journal Télévisé de 20h - Bulletin Flash

Présentateur :

« Bonsoir à toutes et à tous. C'est une journée historique pour la France. Le parti d'extrême vert "Reverdurer" a remporté les élections législatives avec une majorité écrasante. Sous la direction de Camille Verdier, ce parti prônant une version radicale de l'écologie a promis une transformation profonde de l'économie et de strictes régulations environnementales.

Les mesures annoncées incluent une régulation stricte de la consommation d'énergie, la limitation des déplacements, et une réduction significative de la production industrielle. Cette victoire suscite également des inquiétudes concernant la perte de souveraineté énergétique et les sources de financement de "Reverdurer".

La France entre ainsi dans une nouvelle ère politique et environnementale.

Nous suivrons de près les développements de cette nouvelle direction politique. Bonsoir. »

Perséphone fixait la lumière de son plafond. Une nouvelle bataille s'annonçait, mais cette fois-ci, il fallait être prudente.



SCÉNARIO 2 : LE DERNIER PROCÈS DU MILLÉNAIRE

RÉALISÉ PAR LE GROUPE 1

ACTE 0 – LA GUERRE VERTE



En l'an 2053, le monde est en proie à des crises majeures multiples, généralisées et intégrales !

Suite à l'atteinte d'un point d'inflexion rassemblant la globalité des cataclysmes possibles, une étape cruciale dans l'histoire mondiale de l'humanité semble se jouer : celle de la possible rupture de l'équilibre naturel de la Terre.

C'est en cette époque sombre et troublée que la planète, ravagée par des décennies d'exploitation irresponsable, se révolte contre ses habitants. La dégradation de l'environnement atteint un point critique, menaçant la sécurité humaine et la biodiversité. Les crises environnementales, économiques, migratoires et géopolitiques s'enchevêtrent, créant un chaos sans précédent. La montée des eaux a remodelé les priorités globales, conduisant à des tensions croissantes et à de nouveaux conflits. Les grandes puissances s'affrontent dans des guerres informationnelles, des conflits par procuration et des affrontements régionaux, enveniment les tensions géopolitiques. Dans cette situation apocalyptique d'un monde en ébullition, les nations se dressent les unes contre les autres, luttant pour leur survie dans un monde en ruine. C'est dans ce contexte difficile que, grâce une restructuration de son système politique complet, un renouvellement de ses élites et à des avancées technologiques majeures dans le domaine de l'armement et de la défense, la France a recouvré sa souveraineté, sa vigueur dans tous les domaines et sa position de leader international après des décennies de réformes et d'innovations. Elle se trouve dorénavant à l'avant-garde de l'Europe des Nations, une Union européenne d'États-nations réformée et fédérale qui a accru ses compétences exclusives et renforcé son intégration, en imposant sa vision et ses doctrines notamment dans le cadre environnemental. Les États-Unis, affaiblis par une guerre civile et un conflit prolongé avec la Chine ainsi que l'Inde, sceptique, observent avec méfiance cette montée en puissance de la France.

Au cœur de ce tumulte, la France se pose en leader mondial et défenseur de la protection de l'environnement, brandissant et prônant le flambeau du Droit d'Ingérence Environnemental, le DIE. Cette nouvelle doctrine, née dans les cendres des accords internationaux bafoués, autorise l'intervention militaire pour protéger la planète et faire respecter ce droit.

Cependant, cette quête de souveraineté verte n'est pas sans conséquences. Dans un monde où les ressources naturelles s'épuisent et où les tensions géopolitiques s'exacerbent, la France se retrouve au cœur d'un conflit international majeur d'une ampleur inédite mettant à l'épreuve sa capacité à guider le monde vers un avenir durable.

Le théâtre de ce conflit est l'Amazonie, poumon vert de la planète agonisant sous les coups de la déforestation massive. Le Brésil, aux prises avec des complications économiques et migratoires grandissantes, engage suite à la découverte de ressources rares à une exploitation intensive des sols amazoniens par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée dans l'exploitation d'énergies.

Elle cède ainsi aux sirènes des profits rapides, sacrifiant son patrimoine naturel sur l'autel du développement.

Face à cela, la riposte de l'Europe des nations est foudroyante ! Au nom de la protection environnementale mondiale, elle invoque le DIE et intervient militairement pour stopper la destruction de l'Amazonie.

C'est ainsi que la France, à la tête d'une coalition européenne et meneur du droit de protection naturelle à l'échelle internationale, se retrouve malgré l'opposition de l'ONU engagée dans une guerre sans précédent : la "Guerre Verte". Deux camps s'opposent : d'un côté, la France et l'Europe des Nations qui défendent le DIE pour protéger les ressources globales ; de l'autre, le gouvernement brésilien et ses alliés prônant la libre exploitation des sols situés sur son territoire souverain. Des soldats français, équipés d'armes dernier cri, affrontent les forces brésiliennes dans une guerre sans merci. La jungle amazonienne, sanctuaire de la vie, se transforme donc en champ de bataille effroyable où les furies guerrières sèment la destruction.

Mais la « Guerre Verte » n'est pas sans conséquences. Des dommages environnementaux considérables sont causés, et des pertes humaines endeuillent les deux camps. Des villages brésiliens, pris entre deux feux, subissent massacres et dégâts collatéraux. Le conflit atteint son paroxysme lorsque des essaims de drones autonomes et des armes à énergie dirigée sont déployés. La question de la légitimité de l'intervention française se pose avec acuité. La France, en s'érigeant en gardienne de l'environnement, n'a-t-elle pas outrepassé ses droits, violant la souveraineté du Brésil ?

C'est pour répondre à cette question que le Tribunal International de Champigny-en-Brie s'ouvre.

Ce tribunal, créé par la France et conçu sur le modèle de celui de La Haye, réunit des magistrats du monde entier pour juger les crimes contre l'environnement perpétrés en Amazonie. Le président brésilien et les responsables de l'entreprise d'exploitation comparaissent pour écocide et crimes de guerre.

Les enjeux du procès visent à légitimer le DIE, à définir de nouveaux principes juridiques et à punir les responsables de la destruction de la planète. Le procès est une véritable arène où s'affrontent différentes visions du monde. Pour confronter les différentes perspectives du conflit, les parties prenantes sont constitués par les témoignages de villageois brésiliens racontant le déracinement et la destruction de leurs terres d'habitat, de militaires français narrant les horreurs de la guerre et des crimes commis par les forces brésiliennes et d'ONG qui débattent des limites de l'intervention militaire et de l'avenir de la planète.

La décision du tribunal sera lourde de conséquences. Elle déterminera non seulement le sort des accusés, mais aussi l'avenir de la protection de l'environnement ainsi que les relations internationales dans un monde bouleversé.

Chronologie

2035 :

- Acmé du réchauffement climatique dont les effets s'intensifient : catastrophes naturelles, pénuries d'eau, pluies d'acide généralisées, montée des océans, crises migratoires.
- Recrudescence des mouvements écologistes exigeant un investissement concret des gouvernements par le biais de manifestations et d'actions de désobéissance civile qui se multiplient.
- Émergence du concept de Droit d'Ingérence Environnemental (DIE) par une pluralité de profils hétérogènes (civils, intellectuels, scientifiques) qui s'élèvent pour défendre l'idée d'une organisation internationale dédiée à la protection de l'environnement et de la biodiversité
- Restructure économique et politique de la France suivie d'une tertiarisation croissante et d'une réindustrialisation militaire et technologique verte. Redevient un meneur mondial dans les domaines de l'armement et de la défense.

2045 :

- Mise en place de l'Union européenne fédérale suite à une série de crises sociales et économiques.
- Les États-Unis, encaissant une crise économique de grande ampleur, n'a pris aucune mesure pour contrecarrer la perte de son influence et voit ses principaux lobbys tomber un à un.
- Adoption du DIE par l'Union européenne qui devient un principe juridique officiel, permettant à l'UE d'intervenir militairement pour protéger l'environnement.
- Accélération de la déforestation massive de l'Amazonie par le Brésil en raison de la pression économique, migratoire ainsi que de la découverte de riches gisements de terres rares. Cela entraîne des protestations internationales.

- Prémices de la guerre de Taiwan : la Chine profite de son alliance avec le Pakistan pour se préparer à mobiliser toutes ses forces militaires à l'invasion de Taiwan.

2050 :

- La France réussit à dissuader les pays intéressés à exploiter les fonds marins de la zone Clarion-Clipperton afin de préserver l'environnement. Le Royaume-Uni se soumet difficilement et les États-Unis abandonnent le projet par manque de moyens.
- Critique de pays membre de l'UE envers le Brésil dû à ses exactions et menace d'intervenir.
- Formation d'une coalition européenne militaire organisée et menée par la France dans le cadre d'une organisation de défense occidentale post-OTAN.
- Déplacements de populations massifs en Amérique Latine en raison de la déforestation de l'Amazonie. Les personnes affectées se rendent en Colombie, Argentine et Mexique.
- Escalade des tensions entre l'Union Européenne et le Brésil par la survenance d'incidents frontaliers et de cyberattaques.
- Proposition d'une intervention rejetée de la part de l'ONU concernant un arrêt brutal de la déforestation engendré par le Brésil. De même, refus de l'ONU de reconnaître le DIE.
- Début de la guerre de Taiwan : par le jeu des alliances, les États-Unis se confrontent frontalement à la Chine avec l'aide de l'Australie et du Japon pour espérer réduire à néant définitivement leur premier concurrent.

2053 :

- Début de la « Guerre Verte »
- Riposte du Brésil : les forces brésiliennes s'opposent aux troupes européennes dans une guerre complexe impliquant des armes autonomes et des drones.

- Fin de la guerre de Taiwan : la guerre a été tellement coûteuse en tout point que les États-Unis et la Chine ont décidé de se retirer mutuellement de Taïwan, de réactiver le conseil des tutelles pour mettre le pays sous sa gouvernance. Le Tibet et le Xijiang profitent de la faiblesse de la Chine pour prendre leur indépendance.
- Suite à une semi-défaite cuisante à Taiwan, les États-Unis se divisent en deux entités en raison d'une guerre civile de 2 mois : une partie politiquement orientée dans le progressisme et les nouvelles technologiques (la Nouvelle Californie) et une autre adoptant intégralement le conservatisme en rétrogradant les droits des individus avec le retour du culte de la religion (la Floride texane).

2054 :

- Fin de la « Guerre Verte » : un cessez-le-feu est signé entre le Brésil et la France. Arrêt de la déforestation de l'Amazonie.
- Arrestation du président brésilien et de ses collaborateurs accusés d'écocide et de crimes de guerre. Ils sont traduits devant le Tribunal International de Champigny-en-Brie.
- Ouverture du « Dernier Procès du Millénaire » : Le procès du président brésilien et des responsables de la déforestation amazonienne débute.

2055 :

- Procès en cours : le procès est une arène où s'affrontent les différentes visions du monde (experts, témoins et victimes de la guerre témoignent).
- Débat sur la légitimité du DIE et ses limites est remise en question.
- Verdict final : Le tribunal rend son verdict, déterminant le sort des accusés et l'avenir du DIE. Le procès se conclut par la condamnation de plusieurs responsables, et la reconnaissance du droit d'ingérence environnemental comme une nouvelle norme du droit international. La France est reconnue comme un leader dans la lutte pour la préservation de l'environnement.

ACTE 1 – LA PAROLE À LA DÉFENSE

TÉMOIN N°1 : MONSIEUR JAVIER BOLSONARO DA SILVA JR., PRÉSIDENT DU BRÉSIL DE 2045 À 2053.

« Chers jurés, cher président du Tribunal pénal international,

Si j'ai accepté de comparaître aujourd'hui devant vous, alors encore président du Brésil en exercice, c'est avant tout pour dénoncer la terrible violation du droit international en cours et défendre aussi bien ma situation que les décisions que mon pays a prises.

Faisant fi de notre coutume d'immunité juridictionnelle, qui m'aurait permis de ne pas me tenir devant vous, et au péril de ma sécurité personnelle, je clame mon innocence, de même que celle de mes ministres et généraux, citoyens et commerciaux.

Le Brésil, dans l'affaire qui nous réunit aujourd'hui, est innocent. Pire encore, il est la victime d'une agression intolérable. Seuls les assaillants français et européens, qui ont sciemment violé le principe de non-ingérence, doivent ici être jugés.

Chers jurés, je fus bien étonné à la lecture de l'acte d'accusation, car il apparaît que deux choses me sont reprochées, que je vais réfuter l'une après l'autre : la destruction de la biodiversité de la forêt amazonienne à des fins purement intéressées ; et la violation des droits humains des populations brésiliennes vivant sur ces terres.

Pour ce qui est de la première accusation, laissez-moi replacer cette affaire dans son contexte. Il y a de cela 30 ans, alors même que mon grand-père dirigeait le Brésil, le réchauffement climatique et les catastrophes qui en découlaient n'en étaient qu'à leurs balbutiements. Nous n'avions pas idée du dérèglement généralisé au-devant duquel nous nous dirigeons. Alors certes, des individus avertissaient déjà nos prédécesseurs des dangers pesant sur les générations futures, mais rien ne fut fait par les pays les plus avancés et les plus responsables du dérèglement.

Aujourd'hui, nous y voici : la température moyenne de la planète a augmenté de 3,5°C, la superficie des pôles a été divisée par deux, et le niveau de la mer affleure les 50 centimètres supplémentaires, alors que les experts envisageaient une élévation de seulement 30 centimètres en 2050.

Les côtes brésiliennes, principalement marécageuses, ne sont pas épargnées, et même l'intérieur de nos terres est touché par les intempéries à répétition. Si certains pays souffrent de la sécheresse, le Brésil ne cesse de subir des événements climatiques extrêmes. Il y a quelques mois, plus d'un an de pluie est tombé en seulement quelques heures, rayant de la carte des villages entiers, et poussant les populations à l'exode. L'exemple du Pantanal est probant : inondé auparavant seulement quatre mois par an, il est maintenant devenu une zone lacustre dont les eaux stagnantes véhiculent plus de maladies que de possibilités de cultures.

Les Brésiliens souffrent des erreurs du passé, ce que des écologistes extrémistes se sont empressés d'utiliser, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Qu'il est facile pour des scientifiques français, dont les crues et les trente-sept degrés en été sont les seuls stigmates du changement climatique, de critiquer la façon dont nous, politiques brésiliens, avons organisé la résistance face à ce que je qualifierais de menace climatique. C'est ainsi que ma politique de déforestation de l'Amazonie fit l'objet de grandes critiques, jusqu'à ce que la France et ses alliés européens décident d'interférer dans nos affaires nationales, en envoyant des soldats sur mon territoire, violant par là-même toute les règles du droit international.

Mais mesdames et messieurs les jurés, je tiens à vous convaincre aujourd'hui que ce plan, intitulé « Plan de Grand Défrichement et de Lutte contre la menace climatique », et plus connu sous l'acronyme PGDLMC, était la seule chose qu'il était pertinent de faire dans la position qui était la mienne il y a trois ans de cela, lors du lancement de ce Plan.

En effet, l'Amazonie est devenue une zone majoritairement marécageuse, les sols n'arrivant plus à absorber la quantité d'eau massive tombant en permanence dans cette région. Or, cela véhicule toutes sortes de maladies dont la dangerosité s'est révélée mortelle.

Un million de mes concitoyens sont décédés du SARS-CoV-26, et près de 600 000 de la maladie des chimpanzés fous et des piraibas empoisonnés.

Assécher ces marais en y déversant du sable et des copeaux était le seul moyen d'enrayer ces épidémies. Pour accélérer le transport de ces matériaux et la production de copeaux, nous avons dû défricher les arbres qui se trouvaient en chemin ; ils ont en outre été très utiles pour fabriquer les copeaux.

Les évènements climatiques extrêmes ont poussé les populations les plus démunies à se réfugier plus loin dans la forêt tropicale, plus loin que jamais dans l'histoire humaine. Or, ces nouveaux villages servirent de refuge à des individus dangereux, qui utilisèrent ces zones de non droit pour développer nombre d'activités illégales, et comploter contre le régime. C'est ainsi que le criminel Joao Santos, qui intenta à ma vie au nom d'un idéal soi-disant « démocratique », homme de paille politique éculé avait élu refuge dans l'un de ces taudis flottants.

Couper ces arbres et assainir ces terres était le seul moyen de protéger ces villages de tous ces éléments infectieux.

Enfin, l'économie du Brésil n'est plus ce qu'elle était. Avec la chute de l'influence américaine en raison des débordements conservateurs et nationalistes de ses dirigeants, le Brésil est devenu la nouvelle plaque tournante de l'Amérique. Elle se doit d'être à la hauteur de la place qu'elle occupe maintenant sur la scène internationale. Or, le défrichement de l'Amazonie a rapporté plus de 40 milliards de réais à notre pays par an depuis sa mise en œuvre.

Couper ces arbres et assainir ces terres était le seul moyen de revitaliser notre économie.

J'en appelle ainsi à la parole de M.Miguel Oliveira, PDG du fleuron de nos entreprises, la Lute contra a ameaça verde, chargée de la déforestation de l'Amazonie, qui réalisa en 2052 près de 1 220 milliards de réais de chiffre d'affaires, soit 218 milliards d'euros ».

TÉMOIN N°2 : MONSIEUR MIGUEL OLIVEIRA, PDG DE L'ENTREPRISE LUTE CONTRA A AMEAÇA VERDE, CRÉE PAR DÉCRÉT PRÉSIDENTIEL LE 2 OCTOBRE 2050, SOUMISE AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE BRÉSILIEN ET À LA LOI 2050-101.

« Cher jurés, cher président, je me tiens aujourd'hui devant vous à la demande de mon cher Président, dont les politiques publiques ont permis de relancer l'économie. Plus particulièrement, l'exploitation de l'Amazonie représente maintenant près de 30% de notre PIB, là où, trente ans auparavant, elle n'en représentait que 8%.

Mon entreprise est chargée de valoriser les parties de l'Amazonie désignées par notre gouvernement. Nous opérons très méthodiquement, conformément aux articles 1 et L.1195 de la loi n°2040-101 du 18 juin 2040, telle qu'amendée par la loi du 10 avril 2050 :

Pièce à conviction 1

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Objet et champ d'application

1. La présente loi établit des règles relatives à l'exploitation de l'Amazonie, ainsi qu'à l'exportation à partir du Brésil de produits en provenance de la forêt Amazonienne, énumérés à l'annexe I, qui contiennent des produits de base en cause, ou ont été nourris avec de tels produits ou fabriqués à partir de tels produits, à savoir les bovins, le cacao, les noix de cajou, le café, la vanille, le palmier à huile, le caoutchouc, le soja, la cannelle, le poivre, le bois, les avocats, et les bananes, en vue de :

- a. Réduire au minimum les risques épidémiques liés à la dégradation de l'état de la forêt amazonienne
 - b. Réduire les risques politiques liés à la prolifération des zones de non droit au sein de la forêt amazonienne, tels qu'énumérés à l'article 88.
 - c. Soutenir l'économie brésilienne
 - d. Augmenter la part du Brésil dans la déforestation et dans la diminution des forêts sur son territoire au nom de l'intérêt supérieur des citoyens brésiliens.
2. Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 37, paragraphe 3, la présente loi ne s'applique pas aux produits en cause énumérés à l'annexe I qui ont été produits avant la date indiquée à l'article 38, paragraphe 1.

CHAPITRE 7

OBLIGATIONS INCOMBANT AUX OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET AUX COMMERCÇANTS

Article L.1195

Obligations incombant aux opérateurs économiques

1. Les opérateurs économiques exercent sous contrôle du Gouvernement avant de mettre les produits en cause sur le marché ou de les exporter, afin de prouver que les produits en cause sont conformes à l'article 3.
2. Les opérateurs économiques se voient attribuer par décret présidentiel des zones de la forêt amazonienne sur lesquelles ils doivent mener les opérations de déforestation, assainissement, sécurisation et construction pour lesquels ils ont été sélectionnés.

Conformément à l'article 7, cet allotissement de la forêt amazonienne se fait conformément aux règles de publicité et de mise en concurrence préalables.

3. Les opérateurs économiques se voient déléguer des prérogatives de puissance publique quant à la sécurisation des sites en cause. Ils peuvent ainsi agir conformément à l'article L.411-2 du Code de la Sécurité Intérieur et de l'emploi de la force armée.

4. Les opérateurs économiques doivent s'assurer de la sécurité, notamment sanitaire, de leurs employés en leur fournissant un matériel homologué, visé par l'annexe III.

(...)

9. En cas de confrontation avec des populations locales, les opérateurs économiques doivent agir conformément au décret n°711-22, et ne recourir à la force qu'en dernier recours. Les relocalisations des populations en cause sont organisées par la loi du 22 juillet 2040 ».

C'est ainsi que mon entreprise a effectivement réalisé plus de 1 220 milliards de réais de chiffre d'affaires sur un an. La majeure partie a été réinjectée dans l'économie, notamment pour soutenir la suite des opérations de valorisation, de même que l'effort de guerre rendu nécessaire par la récente invasion. Notons qu'un pourcent, c'est-à-dire plus de 100 milliards réais, est dédié au relogement des populations déplacées.

Il m'a été demandé par la Commission d'enquête de votre Tribunal de dresser un bilan, en termes de ressources humaines, de cette valorisation des territoires amazoniens. Je tiens tout d'abord à assurer que nos employés ont reçu tous les équipements nécessaires pour un traitement sécurisée de la forêt. Seuls dix d'entre eux ont contracté le SARS-CoV-26, sur nos 102 000 employés, et les enquêtes internes qui ont été menées laissent croire qu'il s'agit de fautes personnelles, et non d'un défaut de service. La responsabilité de mon entreprise a été écartée sur cette affaire-là, quoique puissent en dire les collectifs déstabilisateurs qui crient à la corruption.

Quant au bilan humain externe à nos employés, nous avons effectivement eu affaire à des individus dangereux. Certains villages que nous avons dû déplacer abritaient des individus radicalisés que nous avons neutralisé conformément aux pouvoirs qui nous ont été conférés par la loi susmentionnée. Nous réfutons tout massacre, de même que nous nions la véracité des mails qui ont fait la une des journaux dissidents et des journaux européens, lesdits mails étant présentés par ces médias comme la preuve que nous aurions reçu l'ordre d'anéantir les populations locales, sans distinction quant à leur dangerosité pour nos travailleurs. Tout ceci n'est que le fruit d'une vaste campagne de désinformation dont l'unique but est de déstabiliser et de discréditer l'opération.

Je réfute enfin toute proximité avec notre Président. Encore une fois, les rumeurs faisant de ma nomination au poste de directeur de la Lute contra a ameaça verde une récompense pour les résultats obtenus par l'entreprise d'extraction minière que je dirigeais auparavant et qui a acquis une position dominante sur le marché, ne sont que pures fabulations.

Je vous remercie ».

TÉMOIN N°1 : MONSIEUR JAVIER BOLSONARO DA SILVA JR., PRÉSIDENT DU BRÉSIL DE 2045 À 2053.

« Merci Migu... Mr Oliveira, pour ton – pardon, votre intervention.

Chers jurés, vous avez ainsi assisté à la démonstration de l'importance de ce Plan en termes de santé publique, de sécurité publique, et de pérennité de notre économie. Vous jugerez donc de l'entière pertinence de cette action, qui relève par ailleurs de notre seule souveraineté nationale. Aucun autre État, même au nom d'un principe aussi fantaisiste que le droit d'ingérence environnementale élaboré par la France, ne peut intervenir dans nos affaires intérieures.

Je tiens à rappeler par ailleurs que nous n'avons pas ratifié la Convention de Protection de l'Environnement de 2040, convention sur laquelle s'est appuyée la France pour justifier l'invasion en cours sur notre territoire national. Or, le droit international, et ce depuis son origine, ne saurait être opposable aux États ayant décidé de ne pas en être Partie.

Je le dis devant le monde entier, et je m'adresse tout particulièrement à ceux qui voudraient nous soutenir dans ces heures sombres mais qui n'ont pas encore trouvé le courage de se dresser face à la tyrannie verte mondiale : nous refusons de considérer la lutte contre la valorisation et l'exploitation des territoires comme un droit fondamental de l'Homme – ou de la nature.

Mesdames et Messieurs les jurés, il est maintenant trop tard pour arrêter la crise écologique en cours. À défaut, notre Plan a pour objectif de protéger les Brésiliennes et Brésiliens, dont la vie quotidienne est considérablement dégradée par l'absence de l'État et de sa main bienveillante dans cette forêt qui peut nous tuer autant qu'elle nous fait vivre.

Je vous invite, dès lors, à condamner la France pour son invasion, et reconnaître le droit du Brésil à valoriser comme bon lui semble sa forêt tropicale.

Je vous remercie. »

ACTE 2 – NOS PARAS DANS LA JUNGLE

Un militaire français est appelé à la barre. Place au Lieutenant Ghislain Vasseur du 1^{er} Régiment Étranger Parachutiste. Il a dirigé une section de 60 hommes au Brésil, spécialisée dans l'utilisation des drones à fin de guerre électronique.

« Quelques semaines avant mon départ, j'ai été convoqué par mon état-major afin de présenter le plan d'action de notre section. Nous avons pour mission d'entraver l'action de l'armée brésilienne, que ce soit à l'encontre des citoyens brésiliens ou de l'environnement.

Il a été décidé d'entreprendre une action directe, car nos armes de dissuasion satellitaires à énergie dirigée n'auraient pas été assez précises dans la forêt, causant un niveau pertes civiles inacceptable pour notre commandement.

Ainsi, l'objectif de ma section a été défini comme suit :

« Il faut, en tout premier temps, permettre à la paix civile de revenir. Pour ce faire, nous assurerons la sécurité des villages aux alentours des zones de conflit ainsi que la sécurisation de l'approvisionnement en vivres. Ce contact nous permettra le développement d'un maillage de renseignement dans la région, basé sur les relations de confiance nouées avec les citoyens.

Leur appui étant déterminant, nous débarquerons avec une dizaine d'hommes de l'ONG Médecins Sans Frontières. Ces derniers appuieront notre démarche en permettant un accès aux soins pour les civils blessés. Comme vous le savez, et comme le principe de non-ingérence, le principe de neutralité des acteurs humanitaires est progressivement glissé dans l'oubli depuis 20 ans. Il n'est plus que la relique d'une époque où la neutralité était un luxe que l'on pouvait se permettre. »

Le lieutenant Ghislain marqua un temps d'arrêt. Était-il plongé dans des réflexions sur l'état du droit international en ces temps troublés, ou bien dans les souvenirs douloureux qu'il s'apprêtait à exhumer ? Difficile à dire. Certains jurés semblaient apprécier ce qu'ils interprétaient comme une profondeur émotionnelle bienvenue dans un contexte aussi grave.

« Nous venions de pénétrer dans la jungle amazonienne avec ma section du 1^{er} Régiment Étranger Parachutiste. Notre mission était de progresser pendant trois jours afin d'atteindre un village stratégiquement situé au milieu de la jungle, menacé par les forces brésiliennes.

Dès le premier jour, au lever du soleil, nous devions faire face à une chaleur écrasante et à une humidité qui rendait l'air lourd et difficile à respirer. La végétation était dense, et mes hommes utilisaient leurs coupe-coupe – certains magistrats lèvent des sourcils moqueurs – pour dégager un chemin viable. Pendant notre progression, des drones de reconnaissance survolaient en permanence, cartographiant les environs immédiats et identifiant les menaces potentielles. Les bruits de la jungle – cris d'animaux, bruissements de feuilles – étaient omniprésents, créant une atmosphère oppressante.

La progression était lente. Les soldats devaient constamment faire attention à là où ils mettaient les pieds. Dans la soirée du premier jour de progression, deux des hommes de ma section, le Sergent Martin Lefèvre et le Caporal Théo Miriani, furent attaqués à quelques heures d'intervalles, l'un par un serpent venimeux et l'autre par un scorpion. L'équipe médicale pu intervenir rapidement et administrer des antidotes au Caporal et au Sergent. Cependant, même si le Caporal put continuer la progression avec nous malgré son affaiblissement, cela ne fût pas le cas du Sergent. Le vaillant Lefèvre, qui n'avait jamais rien lâché à l'entraînement, était devenu bien trop faible pour continuer à marcher. Nous avons donc dû l'installer sur une civière et continuer la progression avec lui. L'évacuation par hélicoptère étant impossible, au risque de nous faire repérer par les forces brésiliennes.

Les nuits, nous devions installer des bivouacs morts au risque là encore de nous faire repérer par les troupes adverses. »

Regards perplexes de certains magistrats et des jurés, perçus par l'œil aguerri du lieutenant.

« Ah, pardonnez mon manque de pédagogie. Nous n'avions pas la possibilité d'allumer de feu et devions limiter notre empreinte électromagnétique. C'est cela un camp mort en langage militaire. »

Il reprit son récit, visiblement satisfait d'avoir su répondre aux airs moqueurs de certains.

« Des moustiquaires étaient tendues pour nous protéger contre les insectes. Mais il suffisait de s'en éloigner pour être assailli par les moustiques, augmentant le risque de maladies comme la malaria ou la dengue. Pendant les nuits, certains drones surveillaient les alentours pour prévenir toute attaque surprise. Malgré l'épuisement, nous restions vigilants. Chaque matin, mes hommes se réveillaient fatigués. Les nuits étaient difficiles, marquées par les bruits incessants de la jungle et la chaleur étouffante.

La progression restait toujours aussi lente du fait de la boue et des premières apparitions de maladies, de fièvres dans nos rangs. L'humidité constante et les pluies fréquentes rendaient leurs équipements lourds et difficiles à manier. Les bottes s'enfonçaient dans le sol spongieux, chaque pas était une lutte. Les choses continuèrent de se compliquer lorsqu'au milieu de notre deuxième journée de progression, un orage tropical s'abattit sur nous, transformant la jungle en un torrent de boue. Nous avons dû mettre les drones en sécurité pour éviter tout dommage.

Parmi les difficultés que nous rencontrions, celle de la gestion des batteries des drones était l'une des plus préoccupantes. En effet, en tant que chef de section, je me devais de veiller à ce que les drones ne soient pas utilisés en vain, afin de préserver leur autonomie, du fait de la difficulté à les recharger avec nos panneaux solaires transportables. Il était à chaque fois nécessaire d'envoyer plusieurs hommes grimper aux arbres afin d'installer en fin de journée des panneaux solaires à la cime des arbres, dans le but de récupérer autant que cela était possible de l'énergie solaire pour y brancher nos drones.

Arrivé à notre troisième jour de progression en jungle, la fatigue commençait à se faire sentir sur l'ensemble de mes hommes ; chaque soldat portait plus de 30 kg d'équipement malgré leur exosquelette, sous une chaleur épuisante et nos réserves s'épuisaient rapidement. Le terrain devenait de plus en plus accidenté. Nous devions escalader des collines boueuses et traverser des rivières en crue. Dans notre progression, le 1^{er} classe Thomas Wanderloop – un brave maladroit celui-là ! – glissa et se blessa à la cheville. Bien que la blessure ne fût pas grave, il fût cependant nécessaire de désormais transporter un second homme via une civière, ce qui ralentit encore notre progression. En fin d'après-midi de notre troisième jour de progression, les drones détectèrent des traces récentes d'activité humaine. Nous trouvions des restes de campement abandonnés, probablement par des civils fuyant les forces brésiliennes. La forêt devenait moins dense, indiquant une proximité avec des zones habitées. Les premiers signes du village apparaissaient. Des sentiers étaient visibles, mais nous restions vigilants. Les drones montraient des images de maisons faites de tôle et de bois.

C'est en début de soirée que nous arrivâmes enfin en vue du village, découvrant les traces des exactions des forces brésiliennes.

19h30. À l'approche du village, nous avançons en formation dispersée pour minimiser le risque d'être pris à parti. Chaque soldat était équipé de drones de reconnaissance de la taille d'un poing. J'ai alors ordonné aux drones de mes hommes de cartographier les environs immédiats et d'identifier les menaces potentielles. Les drones renvoyaient des images en temps réel de la dense végétation et détectaient des pièges rudimentaires posés par l'ennemi et les signalaient aux soldats via leurs lunettes à réalité augmentée.

Nous progressions avec précaution, utilisant nos coupe-coupe, c'est-à-dire nos machettes en langage militaire, pour dégager les plantes les plus denses sans faire trop de bruit. Les bruits de la jungle restaient omniprésents – cris d'oiseaux, bruissements de feuilles, et le bourdonnement des insectes. Les drones volaient silencieusement au-dessus, surveillant la canopée et les sentiers. Nous arrivions à l'entrée du village, près d'une rivière. Nos drones, éléments essentiels, continuaient de survoler la zone et de vérifier l'absence de patrouilles ennemies. L'eau était trouble, mais calme. Nous traversions à gué, sécurisant les deux rives avant de d'établir un premier contact avec les civils.

20h30. Nous entrions lentement dans le village. Les habitants, terrifiés, sortaient progressivement de leurs cachettes. Je levai les mains en signe de paix et utilisai un traducteur automatique afin de rassurer les civils et commencer à échanger avec eux pour prise d'information. En même temps, mes hommes poursuivirent la sécurisation du village. Les villageois, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, montraient les traces de violence : huttes brûlées, blessures sans soins. Ils racontaient, via des gestes et quelques mots, les atrocités commises par les soldats brésiliens et leurs nuées de drones suicide. Les villageois nous racontèrent également que les Brésiliens procédaient visiblement à un fichage ADN de la population. En effet, les soldats brésiliens regroupèrent les habitants du village et scannèrent les mains, les yeux et prélevèrent des échantillons de salive de chaque habitant. L'emploi de ce genre de pratique me surprit. Dans quel but était-elles utilisées ici, je l'ignore.

Il faisait déjà sombre, il devait être près de 22h. Le périmètre de sécurité venait d'être établi autour du village et mes hommes commençaient à installer des trous de combats dans l'éventualité d'une nouvelle attaque brésilienne sur le village. Des drones de surveillance étaient là, encore déployés afin de patrouiller dans les environs et prévenir toute attaque surprise. Je fis installer dans la mairie du village notre poste de commandement, duquel je recevais les villageois dans le but de récupérer leur témoignage à des fins de renseignement d'intérêt militaire certes, mais aussi en guise de témoignages des crimes de guerre subis par ces habitants. C'est ainsi que je pus comprendre que les Brésiliens opéraient une préparation de terrain intensive avant tout assaut en bombardant et ciblant les infrastructures critiques des villages via l'utilisation de nuées de drones kamikazes. Certains villageois m'expliquèrent ainsi que les Brésiliens ne firent aucune distinction entre les civils non armés et les milices d'autodéfense qui protégeaient le village. J'appris également que les Brésiliens occupaient le village depuis ce matin et que ceux-ci nous avaient repérés dès 17 h dans la forêt, les forçant à se replier du fait de leur infériorité numérique. Cette information me conforta dans l'idée que les Brésiliens reviendraient dans le but de récupérer à nouveau le village, mais qu'avant leur assaut, ceux-ci emploieraient de manière massive des drones kamikaze pour préparer le terrain.

23h. Nuit noire. À l'issue des échanges avec les locaux, je fis la demande à l'état-major de pouvoir bénéficier d'un soutien supplémentaire et de l'évacuation des civils les plus vulnérables. Nos drones détectaient des mouvements de troupes, probablement brésiliennes, en approche par le sud. Selon nos estimations, elles devaient arriver à notre contact aux alentours de 5 h du matin. Nous nous préparions alors à défendre le village. Je fis positionner mes hommes aux points stratégiques du village entre les différents trous de combats et modestes tranchés qu'ils avaient eu le temps de construire. Les drones surveillaient à ce moment chaque mouvement ennemi. Nous avons par la même occasion déployé nos systèmes anti-drone dans l'anticipation d'une attaque massive de nuée de drones sur nos positions.

ACTE 3 – QUELLE PLACE POUR L’HUMANITAIRE EN 2053 ?

L’audience, fatiguée après l’enchaînement des témoins et marquée par l’intensité du récit du lieutenant Vasseur, accueille avec un certain soulagement la pause qu’on leur offrit. Les juges semblaient se concerter. On pouvait imaginer qu’ils comparaient les éléments avancés par le parachutiste avec ceux que leur avaient communiqué les grands chefs français et européens. Peut-être parlaient-ils juste du beau temps ou de ce qu’ils allaient bien pouvoir faire pour profiter de Rio une fois les procès conclus. Après quelques minutes bien méritées, la justice reprit son cours, et on fit entrer un dernier témoin.

Extrait de l'audition de Jean-Christophe Bayard au Tribunal pénal international pour l'Amazonie - 7 juin 2053

Fait inhabituel, le juge présenta ce nouvel invité, lui taillant une biographie en quelques lignes.

« Entre ici, Jean-Christophe Bayard, président de l’ONG Greenpeace depuis 2042. Il a occupé auparavant les postes de secrétaire-général chez Reporters sans frontières et Médecins du monde. Il a été mobilisé sur des dossiers majeurs, tels que la guerre sino-taïwanaise de 2035, qui est survenue après la reconnaissance de Taïwan par les États-Unis, la pandémie mondiale de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) de 2041-2042, ainsi que sur les grandes sécheresses asiatiques de 2046-2049. Jean-Christophe Bayard est veuf, père de deux enfants, et a 61 ans. À vous la parole, cher Monsieur. »

« Monsieur le juge,

Mesdames, messieurs les jurés,

Je plaide ici, en qualité de directeur-général de l’association Greenpeace, pour la fin des violences et de l’exploitation intensive des terres au Brésil. L’heure est grave. Nos efforts ne doivent être dédiés ni à la lamentation, ni à la désolation, mais uniquement et de manière effective à la coopération.

Laissez-moi rappeler quelques éléments de contextes. En 2020 déjà, l'Organisation des Nations Unies dressait un constat sans appel : le nombre de catastrophes de nature météorologique, climatique, hydrologique et sanitaire avait été multiplié par cinq sur les 50 années précédentes. On parle aujourd'hui d'un facteur de 50 par rapport aux années 70.

Depuis le début des années 2000, nous assistons à une augmentation exponentielle des crises écologiques et humaines, tant du point de vue de leur gravité que de leur fréquence. L'épidémie contenue de SRAS de 2002-2004, puis les deux pandémies mondiales - celles de COVID 19 de 2019-2023, et de SRAS-v de 2041-2042 - qui totaliseront plus de 130 millions de décès et une généralisation de maladies chroniques pulmonaires dans le monde, les « apocalypses canadiennes » de 2033 et de 2037, qui aboutiront à la destruction de 95% des zones forestières du pays, la guerre sino-taïwanaise de 2035, qui fait suite à la reconnaissance de Taïwan par les États-Unis et qui anéantira la coopération climatique et sanitaire régionale, du fait d'une montée des tensions et de l'affaiblissement politique et économique de la Chine, les grandes sécheresses asiatiques de 2046-2049 qui feront plus de 80 millions de morts selon les estimations basses : voici quelques exemples localisés de ce que nous traversons depuis plusieurs décennies.

Ces éléments d'informations sont connus de tous, certes. Mais quelles leçons en avons-nous tiré ? Résolument aucune ! Les accords de Paris de 2015, quasi-révolutionnaires pour l'époque, se sont confrontés à la limite du juridiquement contraignant. Par la suite, la généralisation du juridiquement contraignant s'est cognée contre la barrière, infranchissable en apparence, du pratiquement applicable. Faute de moyens financiers, de ressources humaines, d'organismes adaptés et de volonté politique, la multiplication des conventions relatives à la protection de notre planète s'est heurtée à leurs mises en application, relatives et opportunistes. Les COP se sont succédées, d'année en année, pour finalement s'arrêter à la COP 48, qui a pris place en 2043. L'attente et la nécessité a laissé place à la lassitude des opinions publiques nationales face au manque d'effectivité de ces conventions. Sans afficher plus de résultats, le cycle de négociations de

Doha, qui était source de blocage majeur à l'OMC depuis 2001, a vu ses négociations sur l'agriculture reprises en 2027, pour aboutir finalement à un blocage plus profond encore, faute de trouver un accord sur le volet « action climatique internationale ».

Toutefois, réduire l'échec de la coopération internationale en matière écologique à l'inaction politique ou la responsabilité des acteurs industriels et financiers relève certainement d'une vision simpliste, sinon manichéenne, du réel. Quitte à entrer en rupture avec mes prédécesseurs, je me dois d'admettre devant vous, mesdames et messieurs les jurés, que cet échec est aussi imputable à nous autres, acteurs humanitaires. La promotion et l'imposition de conception universaliste de la protection environnementale, par l'intermédiaire de conventions juridiques internationales, à des pays tiers affichant des trajectoires socio-économiques, politiques et historiques diverses, portant des intérêts nationaux parfois divergents, ainsi que des perceptions nationales de menaces globales souvent différenciées, était une erreur. Une coopération internationale - devrait-on dire globale ? - ne peut être effective sans une compréhension approfondie de l'autre partie. Cette compréhension est aujourd'hui une priorité vitale pour l'avenir de l'humanité, comme pour le respect de Mère Nature.

C'est sur la base de ce raisonnement que je plaide aujourd'hui, au nom de l'ensemble de l'organisation Greenpeace, pour l'arrêt des violences et la sauvegarde de notre Terre. Vous m'avez demandé plutôt, monsieur le juge, quelle était la part de responsabilité de Greenpeace dans la conduite de l'intervention européenne au Brésil, et le conflit qui en a découlé. Dès 2046, nous avons soutenu la mise en place d'une intervention internationale pacifique... »

En prononçant ces mots, Jean-Cristophe Bayard pressentait déjà le tollé qu'il allait causer. Dans la salle, la réaction se limita à quelques éclats de rires, moqueurs et mal contenus. En dehors de l'auguste temple de la justice, les internautes s'en donnaient déjà à cœur joie. Quel imbécile en cravate avait donc pondu cette expression d'« intervention internationale pacifique » ? Et surtout, comment ses responsables avaient-ils pu valider ce pléonasme qui aurait fait rougir de jalousie les inventeurs des « opérations militaires spéciales » ?

Enfin, il était bien obligé de reprendre ce terme devenu symbole. Et puis finalement, ce n'était pas son problème. Il reprit vaillamment, essayant de contracter le tout en un seul mot bredouillé pour pouvoir poursuivre son récit.

« Nous avons donc appuyé cette intervention-internationale-pacifique en Amérique Latine afin de préserver l'Amazonie. Et pour cause, la destruction d'un puit de carbone de cette ampleur, dans un contexte de crise climatique aggravée, est un acte qui ne peut être toléré sous aucun prétexte - et nous le soutenons toujours aujourd'hui. L'objectif de la COP 21 de maintenir le réchauffement mondial à 1,5-2°C d'ici la fin du siècle a, comme vous le savez, déjà été dépassé depuis plus de 20 ans. Le dernier rapport publié par notre organisation au début de l'année, co-produit avec les climatologues du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), estime le réchauffement global à 4.1 °C d'ici la fin du siècle. Les phénomènes extrêmes de sécheresses, d'inondations, d'intempéries et de tempêtes tropicales continueront à s'accroître d'ici-là. Plus encore, les estimations faites à l'horizon 2150 soutiennent une augmentation des « zones rouges » - autrement dit les régions devenues invivables pour l'humanité. C'est avec l'appui de notre expertise que nous avons soutenu la mise en application du principe d'ingérence environnementale (PIE) pour justifier l'intervention au Brésil.

Toutefois, je tiens à rappeler ici, Monsieur le juge, que nous plaignons uniquement pour la mise en place d'une force de maintien de la paix. Si nous ne condamnons pas l'initiative européenne, nous en déplorons les effets. Il y a 3 mois, nous avons publié un rapport d'informations mettant à jour les dommages résultant du conflit entre la coalition et le Brésil. Concrètement, 10 millions de personnes ont été déplacées de force ou évacuées en raison de la proximité de leur lieu de vie avec le théâtre d'opération. Plus de 300 000 personnes sont décédées dont 20 000 femmes et enfants, incluant les personnels militaires, les milices privées soutenant les forces brésiliennes ainsi que les pertes civiles. Enfin, près de 70% de la superficie de la forêt a été réduite à néant par l'utilisation des armements conventionnels et non-conventionnels, la majorité des terres étant désormais inutilisables ou à risque.

L'intervention de la coalition en Amazonie est donc un échec, Monsieur le juge. L'objectif initial visant à faire cesser l'exploitation de la forêt a été atteint. Mais le coût, humain et environnemental, est trop élevé.

Certes, nous avons soutenu la création du Droit d'ingérence environnemental à l'ONU. Toutefois, Greenpeace s'oppose depuis plusieurs années à l'appropriation et la mise en application de ce principe à sens unique. La coalition était composée uniquement de pays européens, qui présentent majoritairement des économies décarbonées et désindustrialisées. De nombreuses économies régionales d'Amérique du Sud, et par extension la vie de dizaines de millions de personnes, dépendent précisément de l'exploitation des matières premières. Par ailleurs, la décarbonation progressive de nos économies ces dernières décennies n'aurait pu avoir lieu sans l'exploitation délocalisée de ces ressources. De ce fait, l'emploi du DIE par les pays européens a été perçu comme une forme d'hypocrisie bien au-delà du vieux continent, et a ainsi directement contribué à l'échec des multiples tentatives de concertations multilatérales ayant précédé l'intervention de la coalition.

C'est donc, Monsieur le juge, en raison de cette impasse diplomatique que nous avons soutenu ce qui est apparu comme une solution de dernier cours, c'est-à-dire l'intervention d'une coalition internationale pacifique et extra-européenne au Brésil. Nous avons espoir que celle-ci forcerait le dialogue, et in fine l'entente diplomatique. Non seulement la coalition a pris une forme différente, mais de plus le résultat en a été tout autre - et nous le déplorons depuis le déclenchement du conflit. Par ailleurs, j'ai également été auditionné afin d'émettre un ensemble de recommandations visant à contribuer au développement d'une coopération pérenne en matière de climat. Nous avons donc œuvré, après avoir mené d'intenses discussions avec les Chefs d'États et de gouvernement de nombreux pays à l'Assemblée générale des Nations Unies, au renouveau du multilatéralisme en matière climatique. Celui-ci sera marqué par la prise en compte et l'adaptation aux particularités socio-économiques des États. Nous ne voulons pas réitérer l'échec que constitue l'appropriation du DIE. Si cela relève d'une longue histoire de la diplomatie européenne, l'imposition de conceptions universalistes semble aujourd'hui constituer le premier frein à la coopération internationale.

Sur la base de tout ce qu'il précède, voici une liste de recommandations que nous avons établies à cet égard ... "

ACTE FINAL – UN JUGEMENT TANT ATTENDU

Le Juge se lève, il est presque sept heures. A peine levé, déjà en retard. Le monde n'attend personne, surtout depuis qu'il a commencé à se fâcher contre notre espèce. Enfin, prévoir un rendez-vous aussi important un samedi matin, quelle idée! Ce n'est plus réellement de son âge, ces histoires. Il pourrait presque se recoucher, non par paresse mais par rébellion. Malgré cela, il se lance dans sa routine matinale aussi vite que possible. Aujourd'hui, c'est devant la Justice qu'il a rendez-vous, il doit s'y rendre. L'échéance est de taille. Historique, se répète-t-il, historique ! En chemin, les dix minutes qui séparent sa résidence temporaire du tribunal nouvellement installé à Champigny-en-Brie lui servent à se remettre les idées en place. Il se repasse les moments les plus marquants du procès qu'il vient de conduire et qu'il va devoir clôturer aujourd'hui. La candeur des activistes qui continuent de se battre pour la planète ou pour les droits humains malgré leurs lourdes erreurs de jugement. La droiture des militaires, honnêtes au point de s'incriminer et de faire perdre leurs cheveux à certains avocats plus courbés. Le cynisme sincère de ces hommes d'état et d'affaires, qui ne mentent jamais sans pour autant dire la vérité, qui donnent toutes les heures de leur vie pour une cause à laquelle ils ne semblent pas pouvoir croire. Arrivé au pied du temple de la justice de Champigny, le Juge marque un temps d'arrêt. Il s'attendait à être écrasé par le poids des responsabilités au moment de choisir. Il ne l'avait pas été, mais aujourd'hui, ce matin-là, aux portes de la Cour, il souffrait. Certes, le verdict avait été arrêté hier, mais il souffrait de devoir l'annoncer à la face du monde. Celui qui choisit vraiment, c'est celui qui doit être le visage de la décision. La décision a beaucoup de pères, mais la responsabilité est orpheline. Rassuré par la qualité de sa pensée et sa capacité à paraphraser les grands hommes, le Juge fait son entrée. Il se conforte par une ultime pensée, sa dernière avant de devenir l'incarnation d'un combat auquel il n'aura pas pris part, et qui lui coûtera rapidement la vie.

"Quoi que je décide, ça ne les empêchera pas de recommencer..."



SCÉNARIO 3 : ÉCLIPSE GUYANAISE – L'ASSAUT SUR KOUROU

RÉALISÉ PAR LE GROUPE 2

INCIPIT



Ils donnèrent l'assaut tard dans la nuit, utilisant chaque seconde d'obscurité à leur avantage. Les membres du commando d'élite naviguaient furtivement le long du littoral guyanais dans des USV de transport de troupes. Arrivés dans la baie, ils se glissèrent furtivement à terre tandis que les USV retournaient vers leur vaisseau-mère, se fondant dans l'immensité de l'océan.



Ces hommes, membres du commando Faucons Nocturnes du Qingbao, l'État-Major du renseignement militaire chinois, progressaient silencieusement à travers la forêt dense, exploitant chaque recoin de cette topographie qu'ils avaient minutieusement étudiée, cherchant à atteindre le Centre spatial sans éveiller le moindre soupçon. Leur avancée était synchronisée avec une diversion : devant l'aérodrome de Kourou, toute l'attention des forces de sécurité présentes était fixée sur les feux qui embrasaient le terrain du Golf de l'Anse, là où les émeutiers avaient commencé le siège de la base de lancement. Simultanément, une cyberattaque massive, déclenchée par un virus dormant infiltré par la Chine depuis plusieurs années dans le serveur opérationnel des forces armées françaises, paralysait les remontées d'informations et bloquait ainsi les capacités de réaction de l'Etat-Major des Armées. Tout était en place pour la mise en œuvre du plan final de mainmise sur Kourou.

Car, des années durant, la Chine avait renforcé son influence en Guyane : elle y avait progressivement implanté ses entreprises et ses institutions, profitant des mesures prises pour accorder une autonomie accrue au département et de la défiance grandissante des guyanais pour l'Hexagone. Paris, craignant le déclenchement d'un mouvement de protestation semblable à celui de la Nouvelle-Calédonie des années 2020, avait alors plusieurs fois déployé des moyens policiers exceptionnels pour tenter de désamorcer les tensions avant d'accepter à contrecœur un début d'autonomie guyanaise au tournant des années 2040. Une autonomie qui concernait tout le territoire guyanais, à l'exception notable du Centre spatial de Kourou. Le Centre spatial représentait en effet un enjeu stratégique majeur pour la France et l'Europe : pour Paris, il était hors de question de s'en détacher. Il s'agissait donc d'une cible de choix pour la Chine, qui y avait vu une opportunité de frapper un coup symboliquement significatif tout en s'appropriant un accès stratégique vers l'espace et en renforçant son entrisme en Amérique du Sud. Pour le gouvernement chinois, l'idée d'un assaut sur Kourou n'était donc pas nouvelle, et chaque détail en avait été minutieusement étudié sur le temps long.

Le commando des Faucons Nocturnes avait ainsi pour mission de prendre en otage la direction du programme de lancement de la fusée Bouclier d'Orion, prévu pour le 11 août 2053 au petit matin. En cas de nécessité, les ordres étaient par ailleurs de neutraliser toutes les forces militaires qui seraient encore éventuellement stationnées dans le Centre spatial – la quasi-totalité d'entre elles devant a priori être à l'extérieur du Centre, en train de lutter contre les émeutiers. En effet, du terrain en flammes du Golfe de l'Anse aux ruelles les plus désolées de la ville de Kourou, le chaos régnait. Les forces armées, débordés par les émeutiers et les flammes, tentaient désespérément de reprendre le contrôle de la situation. Mais la cyberattaque chinoise avait déjà fait son œuvre : en réussissant à infecter le serveur opérationnel, le malware avait rendu inopérant tout le système de communication interne aux armées, ainsi que tous les moyens de protection automatisés qu'ils utilisaient habituellement. Leur serveur de combat – anciennement garant de la gestion de leurs infrastructures militaires – jouait maintenant contre eux, les obligeant à utiliser des méthodes analogiques ou civiles pour communiquer.

Face à l'émeute en cours, ils avaient alors collectivement eu la sensation désagréable et inquiétante d'être technologiquement renvoyés cinquante ans en arrière. Ces difficultés de communication avaient alors rendu toute adaptation de la stratégie de maintien de l'ordre au déroulement de l'émeute complètement inopérante. Le chaos pouvait prendre toujours plus d'ampleur, et continuer à distraire ainsi les forces armées présentes sur place – laissant alors toute latitude aux forces armées chinoises pour mettre en œuvre leur plan d'attaque. Et une fois la manœuvre découverte, il serait alors trop tard pour réagir et, pire encore, pour prévenir efficacement la Métropole. En privant ainsi les forces armées présentes sur place de tout moyen de communication efficace, les cyberattaquants savaient qu'ils pourraient isoler Kourou d'une éventuelle aide extérieure, comme d'une réaction trop rapide de la part de Paris. À la faveur de ce point aveugle des forces armées françaises, le commando du Qingbao avait traversé sans encombre le périmètre extérieur du Centre Spatial, passant devant les caméras de surveillance rendues inopérantes. Arrivés devant le Centre plongé dans l'obscurité, ils s'étaient tous regroupés brièvement avant de pénétrer dans le bâtiment principal. À l'intérieur du Centre Spatial, les ingénieurs, épuisés par le siège que les émeutiers leur imposaient depuis plus de 24 heures et affairés aux derniers préparatifs du lancement prévu au petit matin, continuaient leurs tâches sans se douter de l'attaque imminente. Le silence pesait dans les couloirs, et n'était interrompu que par les lourds pas des militaires qui y progressaient rapidement. Le commando trouva, au 4ème étage, les cinq membres de la Direction du programme de lancement de la fusée Bouclier d'Orion. Pris de panique, ils obéirent immédiatement aux ordres criés coup sur coup en anglais et en français : « Debout, mains sur la tête, contre le mur du fond. Maintenant ! Right now I said ! ». Avec ces otages, les Faucons Nocturnes pouvaient sécuriser leurs positions.

De l'autre côté de l'Atlantique, malgré le retentissement incessant des sonneries de téléphones dans les ministères, la Métropole restait paralysée par manque d'informations claires et remontées par un canal interne fiable. Elle ne put alors qu'assister, impuissante, à la mise à sac de la ville de Kourou et à la prise de son Centre spatial par les troupes chinoises, désormais positionnées sur terre, en mer et dans les airs.

Ainsi, au petit matin, tandis que les feux des émeutiers s'éteignaient progressivement et que leurs clameurs se faisaient moins uniformes, les otages purent voir défiler six étages plus bas, dans les premières lueurs de l'aube, les uniformes verts et rouges de ceux qui avaient désormais pris possession du Centre spatial Guyanais.



Dans la nuit du 10 au 11 août 2053, en quelques heures seulement et dans la plus grande discrétion, Kourou avait été perdue. Un assaut soigneusement planifié et exécuté avec une précision implacable qui avait pris de court les forces françaises, occupée par une diversion de grande ampleur et incapables de réagir efficacement en l'absence d'un système de communication fonctionnel.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Pour mesurer le caractère anticipable de cet évènement, jetons un regard en arrière pour comprendre les racines profondes des diverses péripéties sociales, politiques et stratégiques qui y ont conduit.

ACTE I – L'AUBE FRAGILE (2023-2030)

Éveil Géopolitique (2023-2025)

Les années 2020 sont les années de l'enlisement du multilatéralisme face à une galaxie de régimes prônant, pour des raisons diverses, le développement d'une forme d'« alternative mondiale ».

En 2023, la France, cherchant à maintenir son rang dans ce nouvel ordre mondial, navigue prudemment entre l'Atlantique et l'Indo-Pacifique. Les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine redéfinissent les allégeances et les rivalités, laissant peu de place à la neutralité. Consciente de ces enjeux, la France s'efforce d'équilibrer ses intérêts stratégiques tout en affrontant des défis internes, exacerbés par le changement climatique.

En parallèle, le monde observe avec une inquiétude croissante l'évolution du conflit en Ukraine. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le conflit s'est intensifié, marquant profondément le paysage géopolitique européen. En 2024, la Russie lance une nouvelle offensive dans l'Est de l'Ukraine, mais se heurte à une résistance ukrainienne farouchement déterminée et bien équipée grâce à l'aide militaire occidentale. Les forces ukrainiennes, bénéficiant de renseignements précis et d'armement moderne, parviennent à repousser les troupes russes, remportant plusieurs victoires décisives.

Simultanément, en Nouvelle-Calédonie, les tensions ethniques et politiques continuent de croître. Depuis début 2024, les manifestations des indépendantistes Kanaks s'intensifient, exprimant leur frustration face à l'absence de progrès significatifs depuis le boycott du référendum de 2021. Les efforts d'Emmanuel Macron, alors président de la France, pour stabiliser la région par diverses réformes économiques sont alors perçues comme des tentatives de renforcement du contrôle français, exacerbant encore les tensions.



La situation atteint un point critique à la mi-2024, lorsque des affrontements violents éclatent entre manifestants et forces de l'ordre, obligeant le gouvernement français à déployer des troupes supplémentaires pour rétablir l'ordre. Cette intervention militaire est critiquée à l'international, accentuant le ressentiment parmi les Kanaks et rendant toute solution pacifique de plus en plus difficile à atteindre. Les discussions de médiation internationale échouent à trouver un compromis, et la situation économique locale se détériore rapidement, par une augmentation du chômage et de la pauvreté.

En Asie-Pacifique, la situation se tend également. En réponse à l'élection d'un président taïwanais pro-indépendance, Pékin intensifie ses démonstrations de force, incluant des incursions aériennes et navales autour de Taïwan. Ce dernier, conscient de la menace croissante, renforce ses défenses et appelle à un soutien international. Les États-Unis répondent en augmentant leur aide militaire à Taïwan, y compris la vente d'armes avancées, provoquant une réaction furieuse de Pékin et des sanctions économiques réciproques entre la Chine et les États-Unis.

Les tensions montent encore en 2025 avec une confrontation navale mineure dans le détroit de Taïwan et une série de cyberattaques chinoises sur les infrastructures critiques taïwanaises. Ces attaques perturbent les systèmes de communication et d'énergie de l'île, soulignant la vulnérabilité de Taïwan face aux menaces cybernétiques. Un sommet international sur la sécurité en Asie-Pacifique est alors convoqué à Tokyo, réunissant les États-Unis, le Japon, l'Australie et plusieurs pays de l'ASEAN. Il met en avant la nécessité d'une coalition pour contenir l'expansionnisme chinois et protéger l'île.

La France, membre de l'OTAN, répond alors à l'appel de son allié de l'Atlantique Nord en renforçant les positions françaises, européennes et américaines dans l'océan Indien et Pacifique autour de ses territoires d'Outre-Mer. L'île de la Réunion et Mayotte, une partie des Terres Australes et Arctiques Françaises (TAAF) et la Nouvelle-Calédonie, par ailleurs toujours enlisée dans une situation de forte tension vis-à-vis de l'Hexagone, deviennent le centre de toute l'attention de Paris.

Début 2026, le monde se retrouve dans un état stationnaire, marqué par des conflits intenses, des alliances en évolution et une incertitude croissante quant à l'avenir. En Europe, la Russie se trouve au bord de la défaite en Ukraine, avec des pourparlers de paix en cours mais des plus incertains : la pression économique et diplomatique sur le Kremlin atteint un point culminant. Ces négociations délicates se terminent finalement par la signature d'un armistice fragile, laissant la Russie économiquement affaiblie et diplomatiquement isolée. Elle perd ainsi une grande partie du terrain qu'elle avait durement gagné sur la scène internationale sur la décennie précédente, et ne s'en relève alors jamais pleinement. En effet, après ces événements, la Russie se place définitivement dans le giron de Pékin au prix de sa crédibilité internationale, face à une Union Européenne fragilisée et marquée par un euroscepticisme grandissant.

La France, quant à elle, est confrontée à des défis multiples sur la scène nationale comme internationale : elle tente de maintenir un certain équilibre tout en s'efforçant de répondre aux diverses crises auxquelles elle doit faire face.

Les événements des années 2023-2025 ont ainsi profondément transformé les dynamiques de pouvoir et les relations internationales, créant un contexte complexe et instable qui continuera de façonner le monde pour les années suivantes.

Des Temps de Changement (2026-2030)

Au cours de ces années décisives, la France s'engage résolument dans le domaine du New Space, suivant une tendance mondiale qui transforme alors le secteur spatial.

Dès 2026, la France dévoile une stratégie ambitieuse de puissance spatiale, fondée sur des investissements publics massifs et des partenariats avec le secteur privé. Le développement du Centre spatial de Kourou devient rapidement le symbole de cette nouvelle ambition. Ce centre, déjà réputé pour le succès de ses lancements, se voit renforcé par de nouvelles infrastructures et technologies de pointe visant à rivaliser avec les leaders mondiaux comme SpaceX et Rocket Lab : des leaders que le New Space français puis européen, porté par le Centre spatial de Kourou, finit par distancer en termes d'innovation.

L'accent est ainsi mis sur l'innovation et l'efficacité économique, deux piliers du New Space. En s'inspirant de modèles tels que le Falcon 9 de SpaceX, capable de réutilisation grâce à son premier étage récupérable, la France lance des projets de lanceurs réutilisables. Le programme Prometheus, développé par l'Agence spatiale européenne (ESA) avec une participation française significative, vise alors à créer un moteur à bas coût et haute performance.

Les start-ups françaises du New Space émergent également comme des acteurs clés de cette transformation. Latitude, avec son micro-lanceur Zephyr, et Kayrros, spécialisée dans l'analyse des données satellitaires pour la surveillance environnementale, illustrent l'esprit d'innovation de ce New Space français.



Pendant ce temps, le paysage géopolitique mondial continue de se transformer. La crise climatique multiplie les catastrophes naturelles et maintient une situation constante de gestion de crise. Par ailleurs, le spectre de nouvelles hostilités reste présent, alimenté par les nationalismes et les ambitions géopolitiques de nombreux acteurs aux intérêts divergents. L'Union européenne, consciente des risques, renforce ses capacités de défense et cherche à diversifier ses sources d'énergie pour réduire drastiquement sa dépendance au gaz russe, tout particulièrement depuis le rapprochement sino-russe de 2025-2026.

En Nouvelle-Calédonie, les tensions ethniques et politiques persistent, alimentées par les revendications indépendantistes des Kanaks.

Les réformes économiques introduites par le gouvernement français en 2024 n'ont en effet pas réussi à apaiser les tensions. En 2026, des manifestations sporadiques et des émeutes violentes continuent de secouer le territoire. Les efforts de médiation internationale échouent à trouver un compromis, et la situation économique locale se détériore rapidement, augmentant le chômage et la pauvreté. Les élections provinciales de 2027, organisées exceptionnellement deux ans avant le scrutin prévu en 2029, révèlent une polarisation croissante entre les communautés, rendant toute solution consensuelle encore plus difficile à atteindre. Au regard de cette situation, un mouvement de solidarité inter-Outre-Mer émerge, détachant politiquement et symboliquement encore davantage les Outre-Mer de l'Hexagone.

Toutefois, ce mouvement de solidarité montre rapidement ses limites au regard de ce que les populations des Caraïbes et de Guyane vivent comme un abandon flagrant de la part de Paris par rapport à leurs homologues de l'Indo-Pacifique. La militarisation renforcée de ces DOM-TOM sous l'impulsion de l'OTAN s'est en effet accompagnée d'un ensemble d'améliorations logistiques et sociales (notamment à Mayotte) nécessaires au maintien de la politique de défense de la France dans la région : des égards auxquels la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane n'ont pas eu droit de leur côté.

En effet, sur le théâtre Indo-Pacifique, les tensions montent encore d'un cran lorsque des cyberattaques chinoises perturbent à nouveau les infrastructures critiques taïwanaises. Ces attaques entraînent des répercussions internationales, poussant les pays de la région à accélérer le renforcement de leur cyberdéfense et à établir des alliances pour contenir l'influence chinoise. Le sommet international - désormais annuel - sur la sécurité en Asie-Pacifique, convoqué à Tokyo, met en lumière la nécessité d'une coalition pour protéger Taïwan et contenir l'expansionnisme chinois. Les États-Unis, le Japon, l'Australie et plusieurs pays de l'ASEAN intensifient leur coopération militaire et économique, consolidant ainsi leurs alliances, tandis que les membres de l'OTAN - dont la France et ses DOM-TOM de l'Indo-Pacifique - sont également mis à contribution.

Par ailleurs, le développement du New Space en France suit une trajectoire exponentielle tout au long de cette période. L'Agence spatiale européenne (ESA), avec une forte contribution française, continue de mener des missions scientifiques ambitieuses, explorant des planètes et des astéroïdes lointains. La France, en investissant massivement dans son secteur spatial, espère non seulement renforcer sa position sur la scène internationale mais aussi stimuler son économie nationale par l'innovation technologique et la création d'emplois. Les partenariats public-privé, essentiels dans le modèle du New Space, jouent un rôle crucial dans cette transformation. Les projets de nanosatellites, de micro-lanceurs et de nouvelles technologies de propulsion illustrent la diversité et la dynamique du secteur spatial français.

Cependant, ces investissements rapides et massifs dans le secteur spatial mettent à nouveau en évidence les priorités de la Métropole lorsqu'il s'agit du traitement accordé à ses DOM-TOM.

Ainsi, en Guyane, le développement du Centre spatial de Kourou s'accompagne certes d'une modernisation des infrastructures locales liées à l'industrie spatiale, sans que ces améliorations ne profitent pour autant de manière équitable à l'ensemble de la population. Les guyanais, confrontés à de nombreux problèmes économiques et sociaux exacerbés par le changement climatique et déjà échauffés par le sentiment de favoritisme de la Métropole vis-à-vis de l'Indo-Pacifique, commencent à exprimer leur mécontentement face à ce qu'ils perçoivent comme une négligence de la part de Paris.

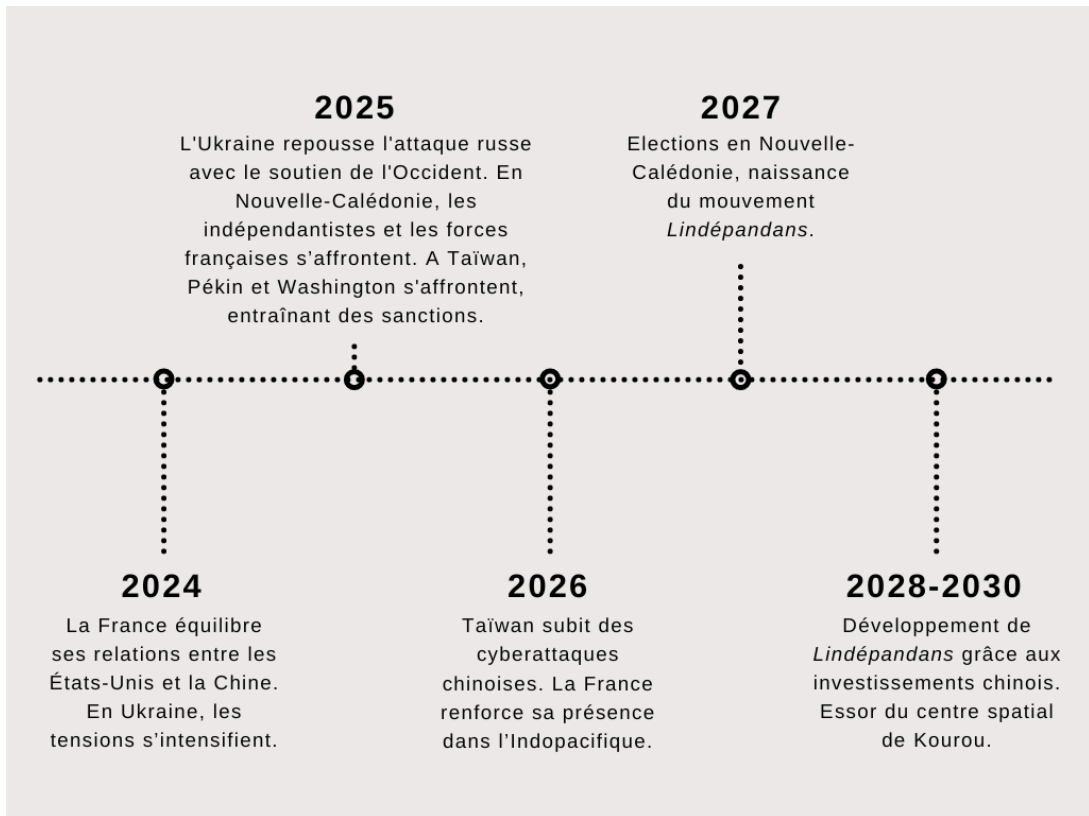
Ainsi, émerge en Guyane un mouvement social massif exigeant une meilleure répartition des ressources et une prise en compte plus sérieuse des enjeux locaux, notamment au regard des dérèglements apportés par la progression du changement climatique.

En 2028, des manifestations massives secouent la région, rappelant les troubles en Nouvelle-Calédonie quelques années plus tôt. Le mouvement social désormais mué en mouvement politique baptisé Lindépandans réclame, sous l'impulsion de ses fondateurs Myriam Chemin et Joseph Palinanké, une autonomie accrue similaire à celle qui prévaut en Nouvelle-Calédonie.

Ces revendications sont fondées sur un appel au respect d'une identité régionale guyanaise et créole particulière et sur le constat de la nécessité d'une gestion des spécificités de la Guyane par les guyanais eux-mêmes : une exigence que le statut déjà spécifique de la Guyane française ne permettrait pas de satisfaire, selon les fondateurs de Lindépendans. Les tensions s'intensifient, et malgré les promesses d'investissements et de réformes venues de Paris, la méfiance reste profonde.

Face au manque de réponses concrètes de la Métropole et aux investissements tardant à se matérialiser, les leaders du mouvement commencent à chercher des soutiens externes. C'est dans ce contexte que la Chine, désireuse de renforcer son embryon d'influence en Amérique du Sud, propose son aide. Si les premières discussions sont discrètes, des accords de principe sont rapidement conclus entre les leaders de Lindépendans et certains représentants de la République Populaire de Chine pour la mise en place d'investissements chinois en Guyane, sous réserve de victoires électorales du mouvement. Ces promesses d'investissements, visant à développer les infrastructures locales et à soutenir les initiatives économiques sur le terrain, sont alors immédiatement renseignées dans le programme électoral de Lindépendans – alors encore en développement.

Ainsi, si la France de la fin 2030 peut se prévaloir de réalisations significatives dans le domaine spatial, les défis stratégiques restent persistants. Le Centre spatial de Kourou, mondialement reconnu, est désormais le centre névralgique des tests de technologies de pointe et attire de nombreux partenariats internationaux. Ces réalisations sont d'autant plus significatives qu'elles accroissent le contraste avec la situation globale de la Guyane, à l'extérieur des portes de Kourou. Les tensions politiques et géopolitiques latentes restent ainsi une source de préoccupation majeure de l'époque, au regard des premiers pas discrets de la Chine dans l'économie et la politique guyanaise.



ACTE II – LE VENT SE LÈVE (2031-2040)

Fractures (2031-2035)

Au début de la décennie 2030, la Guyane et les territoires d'outre-mer caribéens ressentent pleinement l'injustice du deux-poids deux-mesures métropolitain débuté avec le développement militaire de l'Indo-Pacifique dans les années 2020. Les coupes budgétaires, justifiées par une économie hexagonale en berne et par des investissements massifs dans la course à l'espace, exacerbent les inégalités existantes. La situation sociale en Guyane, déjà particulièrement précaire, est de plus en plus marquée par une augmentation du chômage, une insécurité croissante et une dégradation des services publics. Le développement de la base spatiale de Kourou, éclatant de modernité et d'innovation, contraste brutalement avec la détérioration des conditions de vie locales.

Dans ce contexte précaire, la Chine commence à étendre subtilement son influence. Profitant de l'élection en 2032 des équipes de Myriam Chemin et Joseph Palinanké aux élections municipales de Saül et Maripasoula, elle met finalement en place ses investissements attrayants et s'assure ainsi une présence économique et stratégique accrue. Des projets d'infrastructures, financés par des capitaux chinois, commencent à voir le jour au sein des deux communes, offrant une bouffée d'air frais à une économie locale exsangue. Les nouveaux logements, les centres médicaux et les routes financés par Pékin dans le canton de Maripasoula deviennent des symboles tangibles de l'alternative offerte par la Chine à une population désabusée par l'indifférence de la Métropole.



Drapeau adopté par le mouvement Lindépendans à partir des élections municipales de 2032.

Cette dernière, absorbée par ses ambitions spatiales et ses défis internes, tarde à mesurer l'ampleur de cette incursion chinoise dans son territoire ultramarin. Le gouvernement, focalisé sur le développement du Centre spatial de Kourou et ses missions spatiales ambitieuses, ne voit pas immédiatement l'ampleur de la menace que représente cette influence étrangère croissante. Les alertes locales, signalant l'implantation progressive d'intérêts chinois, sont ignorées ou minimisées.

En 2033, la situation en Guyane atteint un premier point critique. Les manifestations se multiplient, les grèves paralysent les services publics, et la violence urbaine augmente. Le mouvement Lindépendans, revitalisé par le soutien discret mais substantiel de la Chine et par l'élection de ses équipes aux municipales de l'année précédente, devient une force politique locale incontournable. Ses leaders, galvanisés par leurs nouveaux appuis locaux, intensifient leurs revendications autour de l'identité régionale guyanaise et créole pour une autonomie accrue et une meilleure répartition des ressources.

Face à cette agitation croissante, la réponse de Paris est timide et insuffisante. Des promesses d'investissements supplémentaires sont faites, mais elles arrivent trop tard pour apaiser une population déjà bien échauffée. Les retards s'accroissent, et la méfiance envers la Métropole se transforme progressivement en hostilité ouverte. Les guyanais les plus pauvres, se sentant trahis et abandonnés, sont toujours plus sensibles au discours de Lindépendans et commencent ainsi à percevoir Pékin comme un allié fiable et généreux. En effet, par ses investissements, la Chine apporte alors une aide tant dans l'économie que dans des programmes culturels et éducatifs pour renforcer les liens entre les communautés créole guyanaise et chinoise. L'installation de diverses succursales d'entreprises chinoises sur le territoire permet l'implantation d'un embryon de diaspora, tandis que le développement de commerces et de business locaux offre des emplois aux guyanais dans un contexte de chômage omniprésent et ce, même au-delà du seul canton de Maripasoula. Ce processus s'intensifie jusque dans les années 2035 où la Guyane apparaît comme transformée.

En effet, dans le cadre de sa stratégie diplomatique, les investissements chinois en Guyane visent à établir une base économique solide. Sous l'initiative de la Nouvelle Route de la Soie étendue (Belt and Road Initiative, BRI), Pékin propose des projets de construction d'infrastructures majeurs. Les plans à long terme incluent la construction de routes, de ponts et de ports sur tout le territoire guyanais pour améliorer la connectivité régionale.

En parallèle, des partenariats économiques sont noués avec diverses entreprises et institutions locales pour développer des zones industrielles spéciales au regard des ressources pétrolière et minières présentes dans le sol guyanais. Ces initiatives visent ainsi à stimuler l'économie locale tout en intégrant la Guyane dans le réseau économique mondial chinois.

Au cours de l'année 2034, la Chine intensifie ses efforts pour aligner les projets guyanais avec ses grandes initiatives globales. À travers la Global Development Initiative (GDI), Pékin promeut des projets de développement durable en Guyane. Ces projets incluent des initiatives écologiques, ainsi que des programmes de lutte contre le changement climatique, un enjeu des plus prégnants au regard de la situation géographique de la Guyane. Parallèlement, à l'horizon 2045, sous l'égide de la Global Security Initiative (GSI), la Chine souhaite passer à l'étape supérieure par la collaboration avec la Guyane sur des questions de sécurité, incluant la sécurité maritime. Ces efforts consolidés renforcent non seulement les liens bilatéraux mais aussi la position de la Chine comme partenaire stratégique clé en Amérique du Sud. Tout cela, bien entendu, en prenant en compte la nécessité d'une expansion de l'influence du mouvement Lindépendans sur la politique locale.

La stratégie diplomatique de la Chine en Guyane implique ainsi une approche intégrée mêlant investissements économiques significatifs, promotion des initiatives globales chinoises, échanges interculturels culturel et intégration stratégique de la Guyane dans les forums internationaux – le tout modéré par une évaluation et un suivi constant pour ajuster et renforcer les relations bilatérales. Ainsi, tandis que l'influence du discours de Lindépendans s'accroît, les entreprises chinoises, omniprésentes, stimulent l'économie locale. Divers programmes éducatifs financés par Pékin améliorent les compétences des jeunes guyanais tout en faisant la promotion de l'apprentissage de la langue chinoise, qui supplante progressivement l'anglais et l'espagnol dans les collèges et lycées. Tout cela permet de renforcer étroitement les liens entre la population locale, la diaspora chinoise et la Chine dans son ensemble.

Nouveaux Horizons (2036-2040)

En parallèle, l'Europe et la France apportent des avancées technologiques majeures, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle et de son application militaire. Tout au long des années 2030, l'intégration progressive de nouveaux modèles d'IA puissants au sein des armées permet l'automatisation et l'optimisation de nombreuses tâches non essentielles, révolutionnant ainsi de nombreux domaines comme l'analyse continue des big data, la logistique ou la conduite autonome. Cependant, ces progrès technologiques n'ont été possibles que grâce à l'arrivée de nouvelles capacités numériques spécifiques, accessibles uniquement via des superordinateurs de nouvelle génération – évolution des calculateurs quantiques.

Avec l'évolution rapide de l'IA dans les années 2025, des cadres juridiques stricts avaient émergé. Ces réglementations visaient alors à limiter le développement et l'utilisation de l'IA à des fins commerciales, afin d'éviter une crise économique majeure liée à une automatisation généralisée des procédés et à la concentration des moyens de production dans un cercle restreint de quelques grandes entreprises identifiées.

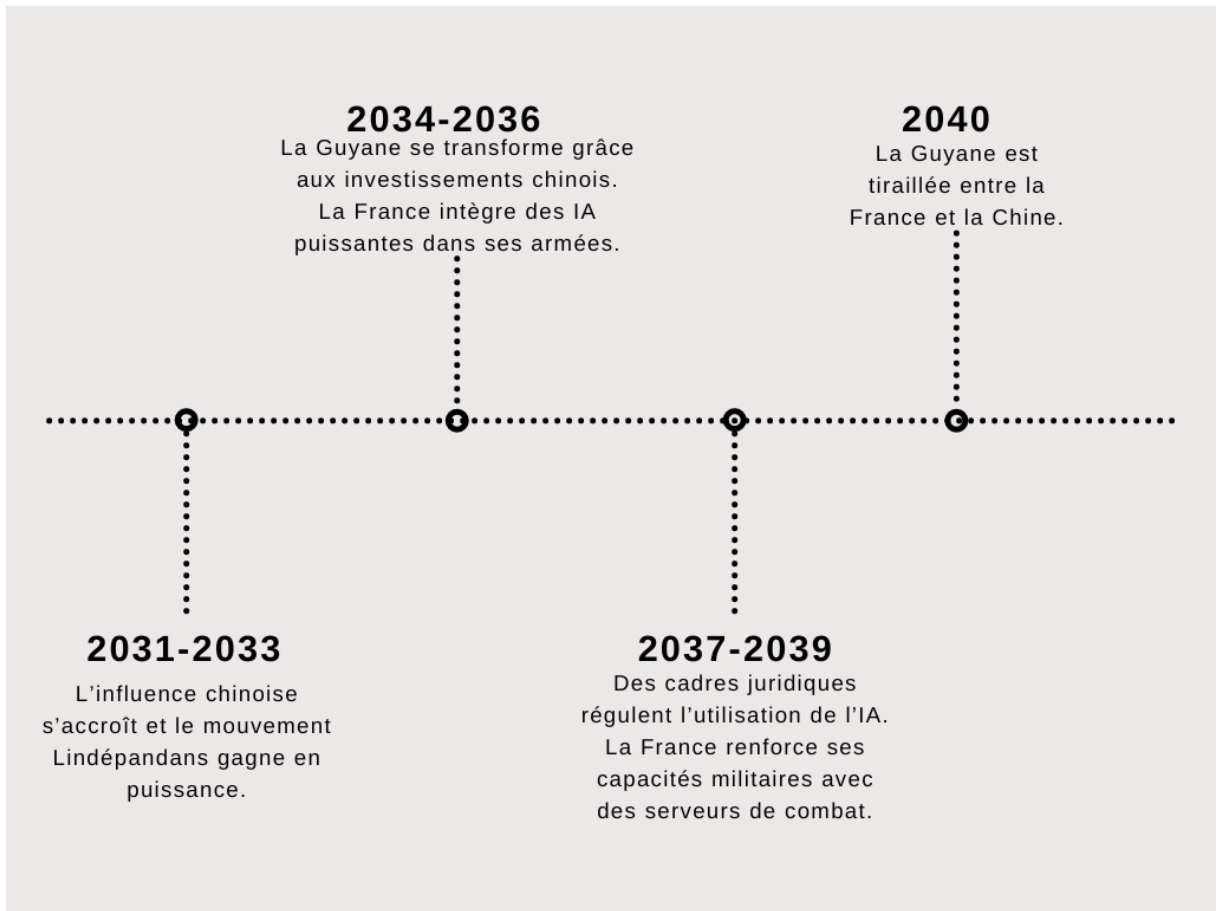
En conséquence, l'utilisation de l'IA par les acteurs privés ainsi que ses applications commerciales ont été drastiquement réduites, favorisant quasi-exclusivement les usages non lucratifs ou ceux destinés à la recherche. Cependant, les avantages significatifs offerts par de nouveaux modèles d'IA, mis au jour par l'évolution des superordinateurs, incitent les principales puissances mondiales à investir massivement dans l'IA pour la recherche et ses applications militaires – contournant ainsi les restrictions juridiques.

C'est ainsi qu'émerge un cercle restreint d'États et de grandes entreprises ayant accès à ces technologies avancées, surveillé de près par les institutions juridiques internationales qui leur interdisent toute commercialisation ou partage de connaissances.

La France choisit alors de développer ses propres modèles d'IA pour les utiliser à des fins militaires. Ils s'intègrent alors ainsi petit à petit au sein de "serveurs de combat" sophistiqués, dotés de grandes capacités de calcul et de transmission. Ces serveurs intègrent plusieurs modèles d'IA différents, eux-mêmes coordonnés par une IA servant d'hyperviseur qui gère et alloue les ressources de calcul selon les besoins opérationnels et les priorités du moment. Ces serveurs finissent par s'organiser en cinq cercles aux capacités très variées qui leur permettent de remplir diverses fonctions spécifiques.

Ainsi, entre 2036 et 2040, la France a réussi à développer une infrastructure complexe reposant sur l'utilisation de l'IA, et navigue dans un cadre technologique et juridique sophistiqué afin de maintenir sa supériorité technique et de répondre aux exigences sécuritaires et opérationnelles de ses forces armées dans un contexte tendu. Au cours de cette période, la fracture avec la Métropole s'accroît, et en 2040, la Guyane, en pleine transformation, se trouve ainsi dans une période d'incertitude et de bouleversements, prise entre deux puissances rivales.





ACTE III – LES SABLES MOUVANTS (2041-2050)

Un Pacte Faustien (2041-2045)

La présence chinoise en Guyane s'ancre progressivement à travers de nombreux investissements stratégiques dans le domaine de l'industrie pétrolière, de l'économie et de l'éducation mais également par développement de la diaspora chinoise, nourrie par l'accélération de l'expatriation chinoise vers le territoire guyanais. La fracture entre la Guyane et la Métropole se creuse, laissant le territoire dans un état de vulnérabilité politique et identitaire qui contribue à la montée en popularité du mouvement Lindépendans et de ses revendications autonomistes. Le mouvement compte désormais vingt-sept élus sur les cinquante-cinq membres de l'assemblée de Guyane. Leur légitimité politique est désormais incontestable, et traduit un soutien toujours plus large de leurs revendications au sein de la population.

Le 18 avril 2041, à la suite d'une lutte politique farouche avec la Métropole et d'émeutes urbaines violentes le long du littoral, la Guyane accède ainsi enfin à un statut d'autonomie partielle à travers la signature des Accords de Cayenne.

ACCORDS DE CAYENNE **Encadrant la mise en œuvre de l'autonomie du territoire de la** **Guyane française**

Préambule

Conscients de la richesse culturelle, historique et naturelle de la Guyane, et reconnaissant l'aspiration de ses habitants à une gouvernance plus autonome,
Conformément aux principes démocratiques et républicains de la République française, et en respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes,
Les représentants de la République française et du territoire de Guyane, réunis en un dialogue constructif et respectueux, ont convenu de formaliser un cadre pour l'autonomie accrue de la Guyane, afin de répondre aux besoins et aspirations spécifiques de ses habitants.
Reconnaissant l'importance de garantir un développement durable, équitable et respectueux de l'environnement unique de la Guyane,
En vue de renforcer la coopération et les liens historiques entre Paris et Cayenne tout en assurant une gestion locale adaptée aux réalités guyanaises,
Les parties s'engagent à instaurer des mécanismes de gouvernance innovants et participatifs, favorisant l'inclusion, la justice sociale et l'efficacité administrative, tout en respectant les engagements internationaux de la France et les valeurs universelles des droits de l'homme.

Titre I – DE L'AUTONOMIE DU TERRITOIRE DE GUYANE

Article premier

À compter du 18 avril 2041, la Guyane est reconnue en tant que territoire ultramarin autonome au sein de la République française. Cette autonomie confère à la Guyane une large compétence en matière législative, réglementaire et administrative, lui permettant de gérer ses affaires intérieures en adéquation avec les aspirations de ses habitants et les spécificités de son territoire. La République française s'engage à respecter et à garantir cette autonomie, tout en maintenant les liens historiques et institutionnels qui unissent la Guyane à la France métropolitaine.

Ces accords refondent l'organisation institutionnelle de la Guyane et en étendent les prérogatives décisionnelles. Cependant, ces accords prévoient dans leur article 7 le maintien de la base spatiale de Kourou sous contrôle métropolitain strict, symbolisant le maintien d'un lien de dépendance intéressée entre Paris et Cayenne.

Titre III – STATUT DU CENTRE SPATIAL GUYANAIS DE KOUROU

Article 7

Le Centre Spatial Guyanais de Kourou demeure sous le contrôle direct de la métropole. Ses activités, sa gestion et son administration restent placées sous l'autorité du gouvernement de la République française.

La Guyane, en tant que territoire ultramarin autonome, coopérera étroitement avec les autorités métropolitaines pour assurer la sécurité, le développement et l'efficacité des opérations du Centre Spatial Guyanais, tout en bénéficiant des retombées économiques et technologiques résultant de ses activités.

Cette clause donne ainsi naissance à une scission dans le mouvement Lindépendans, entre les modérés menés par Myriam Chemin, favorable au maintien du statu quo proposé par les Accords de Cayenne et les radicaux, qui dénoncent « l'autonomie de façade » proposée par les Accords de Cayenne et sont désormais favorables à une indépendance totale du territoire guyanais, menés par Joseph Palinanké.

À la faveur de la signature de ces accords, la République populaire de Chine ancre subtilement son influence politique et sécuritaire en Guyane en offrant de poursuivre ses investissements en échange d'une présence stratégique accrue. Début 2042, Le tout nouveau Congrès de Guyane, qui remplace l'Assemblée depuis la signature des accords de Cayenne, et la Chine signent la Convention de coopération en matière de sécurité entre le territoire autonome de Guyane et la République Populaire de Chine dans la continuité de la "Global Security Initiative" de 2022. Ce traité, pensé pour faire de la Chine un protecteur désigné de l'autonomie guyanaise, marque alors un tournant dans les perceptions et les allégeances politiques locales. Forte de sa nouvelle image de bienfaitrice et de protectrice, la Chine multiplie alors les aides et la mise en œuvre de stratégies d'influence à l'encontre de divers pays d'Amérique du Sud – à commencer par le Suriname et le Guyana, voisins directs de la Guyane autonome. Les États-Unis, inquiets de voir des pays de son étranger proche se tourner vers son concurrent direct, mais également lassés et alimentés par une politique isolationniste, remettent en question le mode de fonctionnement de l'OTAN et se retirent de nombreux accords internationaux.

En 2043, une crise économique mondiale, combinée à des troubles politiques internes en Europe, entraîne une réduction drastique des investissements dans les entreprises spatiales privées comme SpaceX. Les ressources financières, autrefois abondantes pour les projets spatiaux, sont redirigées vers des priorités plus immédiates. Cette réallocation des fonds affaiblit les ambitions spatiales de nombreux pays occidentaux, mais la Chine, déjà en avance dans la conquête de l'espace, en profite pour renforcer sa position.

Ainsi, couronnée de succès dans ses explorations interstellaires, elle entre en concurrence directe avec les entreprises spatiales privées. Cherchant à multiplier ses bases de lancement, Pékin voit en Kourou une opportunité de diversifier ses voies d'accès à l'espace tout en supprimant celle de l'Europe.

En 2044, des échanges secrets commencent entre la Chine et certains membres de la branche radicale de Lindépandans autour de la question de la future indépendance de la Guyane. Dans le cadre de ces échanges, ces mêmes élus promettent à la Chine un droit d'accès et d'exploitation perpétuel des installations de lancement de Kourou en cas d'accès de la Guyane à l'indépendance pleine et entière.

Ce partenariat potentiel soulève des préoccupations à Paris, mais la France, affaiblie économiquement et politiquement par la récente crise économique mondiale, peine à réagir efficacement. Les discussions internes sont marquées par des débats houleux sur la souveraineté, la sécurité nationale et l'influence croissante de la Chine. Cependant, le contrôle strict de Kourou par la Métropole reste un point non-négociable pour les autorités françaises.

Les tensions entre les partisans d'une autonomie complète et ceux favorables au maintien des liens avec la France se cristallisent. La branche radicale du mouvement Lindépandans, forte de son soutien populaire et de ses alliances stratégiques, intensifie ses actions politiques et sociales sur le terrain, tandis que Myriam Chemin est alors présentée par ses anciens compagnons de lutte comme une alliée de circonstance déconnectée de la réalité de la vie de nombreux guyanais. Elle subit alors régulièrement des campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux, et choisit de s'effacer progressivement de l'espace médiatique au profit de figures politiques moins charismatiques, ce qui a pour effet d'entamer la crédibilité de la branche modérée de Lindépandans.

La population guyanaise vit alors dans une incertitude croissante. La Chine, avec ses projets de développement ambitieux, offre des solutions concrètes aux problèmes locaux, mais au prix d'une influence toujours plus prégnante.

La France, bien que technologiquement avancée, apparaît de plus en plus éloignée des aspirations de la population locale. Ainsi, entre 2041 et 2045, la Guyane s'enfonce dans une crise identitaire profonde. La quête de solutions pour les crises multiples se traduit par un pacte faustien avec la Chine, redéfinissant les perceptions et les allégeances politiques locales. Ce choix stratégique, bien que bénéfique à court terme, prépare le terrain pour des bouleversements majeurs à venir, alors que la Guyane continue de naviguer dans les sables mouvants de son avenir incertain.

Tensions sous-jacentes (2046-2050)

Entre 2046 et 2050, les aspirations à l'indépendance se font toujours plus prégnantes, nourries par un sentiment d'abandon de la Métropole et stimulées par l'influence croissante de la Chine. Les infrastructures modernes et les investissements massifs chinois ont transformé le quotidien des Guyanais grâce à des réseaux routiers modernisés, des hôpitaux bien équipés et de nouvelles écoles. Cependant, cette dépendance nouvelle à l'égard de Pékin complexifie la dynamique d'autonomie mise en place par les accords de Cayenne et plonge la Guyane dans un jeu d'influences où la quête de liberté s'entremêle avec de nouvelles allégeances.

En 2046, la branche radicale du mouvement Lindépendans intensifie ses revendications pour une indépendance pleine et entière. La frustration grandit progressivement parmi les guyanais, qui voient leurs aspirations étouffées par un contrôle métropolitain persistant symbolisé par le Centre spatial de Kourou. Les tensions montent, rappelant les troubles de la Nouvelle-Calédonie entre 2027 et 2030, mais cette fois avec une intensité et une portée bien plus grande en raison de l'importance stratégique que représente Kourou pour la Métropole. La Chine, patiente et stratège, continue de tisser sa toile. Les investissements chinois s'étendent aux secteurs clés tels que l'exploitation minière, la logistique et les télécommunications, renforçant la dépendance économique de la Guyane vis-à-vis de Pékin.

En 2047, la France et l'Europe, conscientes de la menace croissante que représente l'influence chinoise en Guyane, intensifient leurs efforts en matière de défense et de sécurité. Des projets tels que le « Projet S.O.L.O », qui, dans la continuité du projet Yoda, visent à augmenter la manoeuvrabilité des satellites dans l'espace et à préparer des contre-attaques potentielles contre des menaces orbitales, voient le jour. Des missiles hypersoniques, capables de naviguer à travers les couches basses de l'orbite, sont développés et renforcent la défense de la base de Kourou.

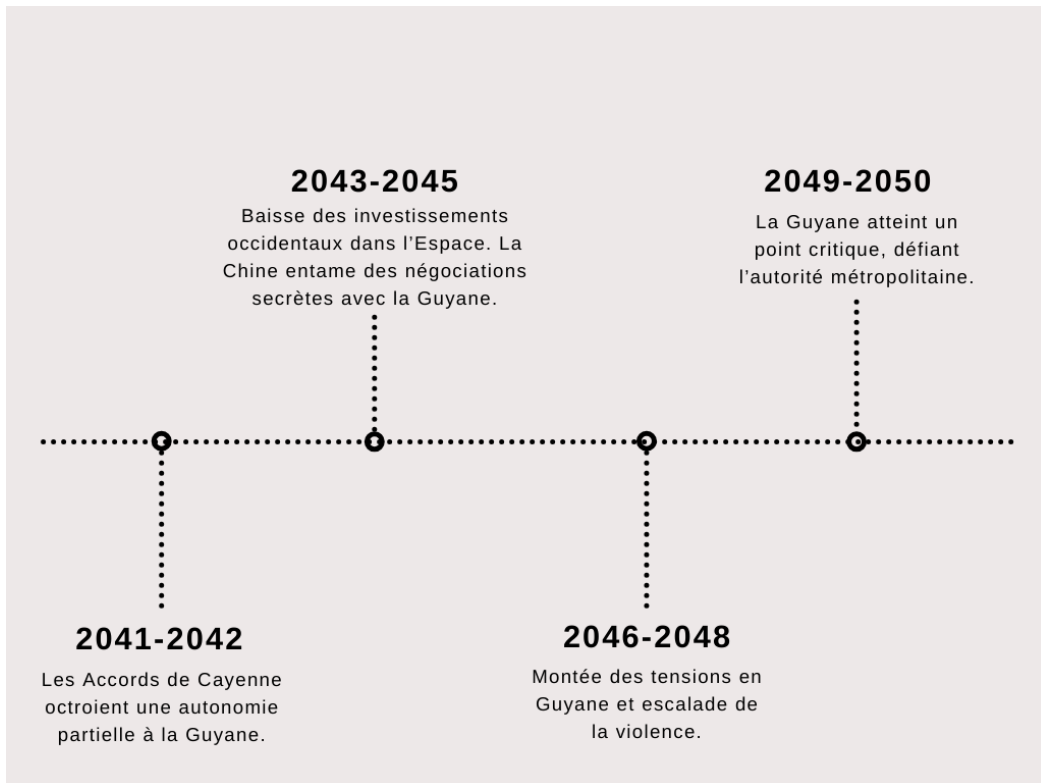
En 2048, la situation politique et sociale en Guyane se dégrade encore. Des manifestations massives éclatent à Cayenne, Saint-Georges et Saint-Laurent-du-Maroni, pour réclamer une révision des accords d'autonomie partielle de 2041. Les infrastructures financées par la Chine deviennent des points de rassemblement et de contestation, symbolisant à la fois l'espoir d'un avenir meilleur et la complexité d'une nouvelle dépendance. Le gouvernement français, pris entre ses engagements internationaux et ses pressions internes, peine à trouver une réponse adéquate.

En effet, la France se trouve dans une position délicate face à l'influence grandissante de la Chine, contre laquelle il lui est difficile de se défendre frontalement. Pékin est devenu le principal partenaire commercial de nombreux pays européens, y compris la France. Les sanctions ou actions militaires contre la Chine pourraient entraîner des représailles économiques sévères, menaçant les exportations françaises et provoquant une crise économique majeure. La Chine a également renforcé ses capacités militaires, notamment dans les technologies spatiales et les missiles hypersoniques. La France, malgré ses efforts de modernisation, dispose de ressources et d'une capacité de projection de force tout juste équivalentes, surtout sans le soutien des États-Unis. En ce sens, un conflit direct avec la Chine serait extrêmement risqué pour la France.

La Chine est également montée en compétence sur la Lutte Informatique Offensive : les pays ayant des divergences diplomatiques avec elle craignent des cyberattaques dévastatrices qui toucheraient leurs infrastructures critiques.

Le risque de perturbations technologiques est alors un facteur dissuasif majeur, y compris pour la France. De plus, la Chine a tissé un réseau d'alliances en Amérique du Sud, y compris avec des pays voisins de la Guyane. Ces alliances compliquent toute intervention française, considérant le risque d'entraîner une escalade régionale. Enfin, à l'intérieur de ses diverses frontières, la France fait face à des défis sociaux exacerbés par les crises économiques et environnementales : une intervention militaire en Guyane pourrait être impopulaire et provoquer davantage de troubles internes, affaiblissant encore la position du gouvernement. Face à ces nombreux obstacles, la France doit adopter une approche prudente. La montée en puissance militaire et économique de la Chine, combinée à la diminution du soutien américain et à la fragilité économique et sociale en interne, contraint la France à éviter toute confrontation directe avec la Chine – rendant ainsi la situation en Guyane encore plus complexe à gérer.

En 2049, le mouvement indépendantiste Lindépendans organise des actions de plus en plus violentes, défiant l'autorité métropolitaine. Les tentatives de Paris pour renforcer sa présence militaire à Kourou et sécuriser ses intérêts stratégiques - notamment à travers l'envoi d'un grand nombre de nouveaux gendarmes - se heurtent à une résistance locale déterminée. A l'aube de l'an 2050, la situation en Guyane atteint un niveau de détérioration encore jamais atteint par le département depuis son accès à l'autonomie presque dix ans auparavant. Les aspirations locales à l'indépendance totale se heurtent frontalement aux intérêts métropolitains. Les systèmes de défense collaboratifs développés par l'Europe et la France, bien qu'efficaces contre des menaces externes, ne peuvent compenser le malaise interne ni apaiser les ambitions d'une population en quête de reconnaissance et d'indépendance.



ACTE IV – L'ORAGE (2051-2053)

Le Prélude de la Tempête (2051-2052)

L'année 2051 marque un point de non-retour pour la Guyane. La région, désormais en proie à une agitation sociale sans précédent, voit se multiplier les manifestations et les appels à l'indépendance totale. L'influence chinoise, subtilement cultivée au fil des décennies, devient un cri de ralliement pour ceux qui perçoivent la Chine non plus seulement comme un investisseur étranger, mais comme un véritable partenaire de leur lutte pour l'indépendance. La France ne parvient pas à répondre efficacement à cette montée des tensions. Les avertissements des services de renseignement concernant une possible escalade sont noyés dans le bruit des autres enjeux nationaux et internationaux.

En février 2051, les manifestations en Guyane atteignent une intensité jamais vue auparavant. Les rues du canton de Maripasoula, puis de Cayenne, de Saint-Georges et de Kourou sont envahies par des foules déterminées, brandissant des banderoles et scandant des slogans anticoloniaux en faveur de l'indépendance.

Les tensions, longtemps sous-jacentes, éclatent au grand jour. La population guyanaise, galvanisée par l'espoir d'un avenir meilleur promis par Lindépendans et son partenaire chinois, se soulève en masse. Les leaders du mouvement utilisent ces manifestations de colère populaire pour légitimer leur cause et mobiliser encore plus de partisans. Les manifestations prennent alors encore davantage d'ampleur, et les appels à une indépendance complète se font plus pressants.

Dans ce climat de violence, au sein de l'État-major, le service logistique de la base de Kourou accueille de nouvelles recrues au sein du bureau Science de l'innovation de la base, en vue du lancement à venir de la nouvelle fusée Bouclier d'Orion. Le 8 mars 2052, le Capitaine Pichot, une ingénieure en aérospatial de mérite, est affectée à la base de Kourou. À son arrivée, elle est frappée par l'intensité des tensions locales. Sa famille reste en Métropole en raison de ce climat politique et social des plus incertains. Elle rencontre alors dans ce cadre le directeur du programme Bouclier d'Orion et chef du bureau Science de l'Innovation, l'ingénieur Léon Bajaloun, qui l'accueille et la guide à travers la base. Bajaloun lui présente les dernières avancées technologiques du site.

Pendant leur réunion de briefing, Bajaloun explique qu'au sein de l'architecture du SI du Centre Spatial, « Le cercle central est le cerveau stratégique, tandis que les cercles tactiques et de commandement forment nos nerfs sur le terrain. » Pichot écoute attentivement, assimilant chaque détail. Elle reçoit un document classifié détaillant l'architecture de ces mêmes systèmes informatiques militaires, et prend conscience de la fragilité de leur position dans un contexte aussi tendu. Pour autant, personne ne voudra écouter ses alertes au regard de l'urgence à traiter prioritairement – à savoir, le risque de violences urbaines.

En effet, à l'extérieur des murs du Centre Spatial, l'agitation continue de croître. Les appels à l'indépendance deviennent de plus en plus véhéments, et les actions des manifestants se radicalisent. Les autorités locales, dépassées, peinent à maintenir l'ordre. À l'été 2052, les tensions se propagent dans tous les secteurs de la société, de l'économie aux institutions publiques.

Les appels à la “démétropolisation” se multiplient, tandis que l’influence de la Chine se fait toujours plus ostentatoire, à travers divers canaux économiques et politiques mais surtout à travers de nombreux médias et réseaux sociaux. Certaines figures locales sont alors accusées de relayer un discours de propagande anti-métropolitain pour le compte de l’indépendance et, in fine, de la Chine : c’est par exemple le cas de l’influenceuse cayennaise et membre de la diaspora chinoise Xi Jintao, connue sous le pseudonyme de @reallyXi.



Le Coup de Tonnerre (2052-2053)

Les manifestations des mois de juillet et août 2052 restent ainsi dans les mémoires par leur triste bilan. On dénombre sept manifestants décédés des suites de leur blessure ou étouffés par les mouvements de foule, et trois représentants des forces de l’ordre, victimes de tirs internes et de la colère de la population. Ces décès, une première dans l’histoire des manifestations indépendantistes en Guyane, marquent un tournant qui génère tout d’abord une violence accrue chez les manifestants, et une tentative de médiation organisée par Paris pour tenter de contenir le mouvement. La Chine, au regard de la Convention de coopération en matière de sécurité entre le territoire autonome de Guyane et la République Populaire de Chine de 2042, se propose comme intermédiaire de cette médiation, mais reçoit une fin de non-recevoir de la France qui lui préfère le Brésil. Cette médiation, couplée à la promesse de l’élaboration d’un plan d’autonomie renforcée, permet d’apaiser momentanément les tensions.

Cependant, si la fin d'année 2052 représente un court moment de répit dans la mobilisation, l'année 2053 marque une escalade rapide et dramatique des tensions en Guyane. La situation, déjà tendue, bascule dans le chaos lorsque des militants guyanais, soutenus discrètement par des opérateurs chinois, organisent une première émeute devant la base de Kourou, aux cris d'« À bas les Accords de Cayenne ! ».

Début juin 2053, la France déclare l'État d'Urgence Renforcé en Guyane, au regard de l'accélération des actions violentes et d'appels sporadiques à "rendre Kourou aux guyanais". La situation dégénère en effet rapidement lorsque les forces de l'ordre ont recours à leur tout nouveau modèle de grenades conçues pour le maintien de l'ordre en situation d'émeute sur les manifestants, lors d'une action de protestation sur la place Léopold-Héder, devant l'Hôtel de préfecture de la Guyane.

Ces nouvelles grenades, appelées grenades B-512, diffusent un gaz de synthèse développé à partir de chloroforme, de protoxyde d'azote et de curare ayant pour effet de provoquer fatigue, affaiblissement musculaire et évanouissements chez les manifestants. Leur utilisation, rigoureusement encadrée et limitée à l'État d'Urgence Renforcé, est très vivement critiquée par les représentants de l'indépendance comme par la communauté internationale – notamment par Mme Ariane Kazago, Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU (française par ailleurs) – et contribue à radicaliser davantage le mouvement.



De son côté, Paris se défend de toutes velléités de violences à l'égard des manifestants et affirme que, face à la situation, il était nécessaire de recourir à tous les moyens non-létaux efficaces pour disperser la foule, garder le mouvement sous contrôle et protéger les institutions politiques et, plus que tout, les infrastructures critiques de la base spatiale.

En effet, Kourou est alors en pleine effervescence : la préparation minutieuse depuis plusieurs mois du lancement de la nouvelle fusée Bouclier d'Orion arrive à ses dernières étapes, et mobilise nuit et jour les militaires et ingénieurs français et étranger venus renforcer leurs effectifs.

Le capitaine Pichot est la première d'entre eux à faire remarquer la dangerosité du maintien de cette opération dans le contexte de tension politique extrême que traverse alors la Guyane, et suggère de décaler le lancement à l'été 2054, le temps que la situation s'apaise. Toutefois, son appel ne reçoit que très peu d'échos – en particulier auprès de Léon Bajaloun :

« - De toute façon, Capitaine Pichot, c'est souvent comme ça ici : on le sait, on va avoir du retard sur la date prévue de lancement. Idéalement, il faudrait faire ça au mois de juin, dans les jours à venir, et vous constatez comme moi que nous ne sommes pas encore prêts. Mais tout lâcher maintenant et reporter d'une année, non, c'est impossible, vraiment. En juillet dernier, l'opération a déjà été décalée à cette année pour les exactes mêmes raisons : tensions politiques, manifestations, émeutes, discours anti-Métropole, etc... Il est hors de question qu'on la décale une fois encore. Nous allons compter sur notre « retard habituel » et c'est tout. »

« - Monsieur Bajaloun, je sais déjà très bien tout cela. Ce que je vous dis et vous répète, depuis plusieurs semaines maintenant, c'est que tous ces efforts – les vôtres, ceux de vos équipes, ceux des gendarmes et des militaires qui sécurisent la zone depuis des mois maintenant – tout cela aura été inutile si les manifestations ne se calment pas avant le lancement. Vous savez aussi bien que moi que Kourou est au cœur des revendications des manifestants à cause des clauses des Accords de Cayenne. Ils veulent récupérer le contrôle du Centre Spatial, c'est leur demande principale.

Si on continue l'opération selon le calendrier prévu, ils vont devenir fous... Aux prochaines manifestations, je vous le dis, il va encore y avoir des morts, d'un côté comme de l'autre. »

« - Chère Capitaine, c'est très précisément à cause de cette revendication complètement folle de récupération de notre Centre spatial par ces caricatures radicales de Lindépendans qu'il faut absolument que nous respections rigoureusement le calendrier prévu : plus vite nous lanceront « Bouclier d'Orion », plus vite nous leur couperont l'herbe sous le pied. Comprenez-moi bien : il faut démontrer que Kourou gagne à rester sous contrôle français et européen. Un succès de ce genre serait un coup fatal pour les agitateurs qui pensent que l'accès à l'indépendance de la Guyane vaut pour un accès à l'Eldorado. »

« - Au prix de la vie de gendarmes et de civils ? »

« - Vous exagérez, Capitaine. »

« - Je n'exagère pas, j'observe : des morts, il y en a déjà eu l'été dernier. Qu'est-ce que ça donnera si ça recommence cette année ? »

« - Alors ça, Capitaine, c'est un problème qui doit être géré par Paris, par le ministère de l'Intérieur et le ministère des Armées : nous, nous sommes ingénieurs, nous ne sommes pas là pour régler les problèmes de revendications indépendantistes et anticoloniales. Nous sommes là pour préparer cette opération et la sécuriser, rien de plus. »

« -... Et les chinois ? »

« - Quoi donc, "les chinois" ? »

« - Vous savez très bien ce que je veux dire. »

Bien sûr, Léon Bajaloun savait : tout le monde savait. Tout le monde, sauf peut-être certains manifestants qui croyaient sincèrement en la fidélité de leurs « alliés de l'Est », savait. La Chine et ses investissements si généreux avait fini par montrer discrètement mais sûrement, le véritable visage de sa stratégie d'influence, à grand renforts de campagnes informationnelles menées manu militari sur les réseaux sociaux et de propagation, par un argumentaire liant savamment rhétorique anticolonialiste et sentiment identitaire créole, d'un discours anti-Métropole encore bien plus virulent que celui qui avait pu prévaloir depuis la fondation de Lindépendans quelques vingt-cinq ans plus tôt.

Léon Bajaloun savait tout cela : mais il savait aussi très bien se rassurer.

« - Honnêtement, je n'y crois pas une seconde. Ils surfent sur la vague et agitent les arguments politiques qui vont bien pour flatter l'égo des indépendantistes les plus radicaux, mais ils ne feront rien de plus. Ils ne peuvent pas se le permettre : jusqu'à nouvel ordre, la Guyane est encore française : autonome, certes, mais française. Ils savent à quoi ils s'exposent en cas d'attaque frontale. »

« - Ils savent surtout que les américains votent début septembre la mise à l'agenda de la révision des Statuts de l'OTAN... Dont l'article 5. Ils savent très bien qu'ils ne veulent plus investir autant dans leurs alliances, et se tourner eux aussi de plus en plus vers la diplomatie du « doux commerce ».

« - Je ne crois pas non plus à cette révision. L'OTAN est une grosse machine vieille de plus d'un siècle qui nécessite sans doute quelques révisions, mais pas celle-là : elle ne passera jamais auprès des autres pays membres qui doivent tous ratifier la décision. »

« - Si elle ne passe pas, les États-Unis quitteront l'OTAN, comme ils l'ont annoncé. »

« - Quitter l'OTAN ? Alors que la menace chinoise semble si importante dans leur chasse gardée de l'Amérique du Sud ? Moi qui croyais que notre beau territoire de Guyane devait être la porte d'entrée de la Chine vers le continent américain !

Enfin, c'est bien ce que vous disiez lors de notre dernière discussion à ce sujet non ? Et puis, soyons sérieux : vous savez aussi bien que moi que les États-Unis parlent de quitter l'OTAN depuis des années sans qu'aucune action n'ait suivi leurs déclarations. »

« - Ça reste une perspective encourageante pour la Chine. Et on sait que Kourou est l'une des infrastructures les plus stratégiques pour la France et l'Europe. »

« - Quand bien même, chère Capitaine, quand bien même : attaquer Kourou ? Avec l'arsenal sécuritaire déployé pour protéger la zone ? Au risque d'endommager les installations ? Non, non, aucun intérêt. Et puis en quoi cela aiderait-il le mouvement Lindépendans auquel ils sont de fait allié ? Lindépendans veut récupérer Kourou pour unifier symboliquement tout le territoire sous leur satané drapeau de la « République Libre de Guyane » ... Pas de la République Populaire de Chine. Enfin, non, tout ça me paraît quand même – pardonnez-moi – hautement irréaliste... Oui, il existe des possibilités d'évolution dramatique, mais enfin quand même ! Nous sommes dans la réalité, pas dans un scénario de science-fiction ! Et rien de tout cela ne pourrait suffire à justifier de décaler de nous-même le lancement. Je ne croirai à ces menaces que lorsque nous recevrons un ordre direct de l'État-major des armées à ce sujet – et vous savez aussi bien que moi qu'ils ne veulent pas, eux non plus, décaler le lancement. »

Le Capitaine Pichot finit ainsi par systématiquement taire ses doutes, et par suivre le calendrier « tel qu'il était prévu ».

La suite des événements lui donna pourtant raison, dans des dimensions qu'elle-même n'avait alors pas pu soupçonner.

Répétant les événements de l'été 2052, et suivant sa prédiction, les émeutes de fin juin et de début juillet 2053 voient leurs premiers morts à la suite de réactions allergiques violentes de certains manifestants aux grenades des forces de l'ordre. .

Partant de là, les démonstrations de violence prennent un tournant dramatique tandis que certains quartiers de Cayenne, Saint-Georges et Saint-Laurent-du-Maroni considérés comme des « quartiers de français », sont spécifiquement visés par des vagues d'incendies et de destructions. Finalement, c'est le meurtre de Sandra et Martin Désérètes, couple de travailleurs sociaux installés en Guyane depuis 2039 et accusés d'être des « agents de l'Etat central » par leurs meurtriers, qui met définitivement le feu aux poudres à la mi-juillet.

À partir de là, l'État d'Urgence Renforcé passe à l'État de Guerre Civile Ultramarin, statut spécifiquement créé à la suite de la rébellion Kanak en Nouvelle-Calédonie trente ans plus tôt. Les membres de la branche radicale de Lindépandans sont désormais considérés comme terroristes et passent dans la clandestinité, tandis que les représentants du mouvement élus à l'Assemblée de Guyane - dont Myriam Chemin - sont placés sous haute surveillance.

La mobilisation des services de renseignement se renforce à travers la traque des membres du mouvement passés dans la clandestinité, et notamment de Joseph Palinanké, leader de la branche radicale, qui continue de piloter les actions violentes menées à l'encontre de divers sites institutionnels comme à l'encontre des personnes identifiées comme étant au service de l'Etat central – au premier rangs desquels, les membres des forces armées.

Toutefois, le renforcement de la surveillance et de la répression semble porter ses fruits et entraîner une certaine accalmie à partir de fin juillet-début août.

« - Vous voyez, Capitaine Pichot ? Je vous l'avais dit ! Laissons faire le retard habituel sur notre calendrier de lancement, et les choses se feront d'elles-mêmes !
»



L'enthousiasme de Léon Bajaloun fut cependant de courte durée. Car, dans la matinée du 9 août 2053, tandis qu'il accueille aux portes du Centre spatial une équipe de journalistes du média « Le Globe » venus pour couvrir les préparatifs du lancement, lui parvient alors la nouvelle d'un appel lancé par Palinanké sur les réseaux sociaux à mettre la ville de Kourou "à feu et à sang" et à prendre massivement pour cible le Centre Spatial. Toutes les personnes présentes sur site sont alors invitées à rester sur place le temps que la situation soit sécurisée à l'extérieur du centre.

« - Je vois surtout, cher Monsieur Bajaloun, que le pire de la mobilisation arrive au pire moment pour nous : mais il est désormais vraiment trop tard pour annuler le lancement. »

S'ensuivent deux jours d'émeutes et de violences sans précédent autour du périmètre de sécurité du Centre spatial Guyanais. Le dimanche 10 août 2023, les manifestants finissent par mettre le feu au golf de l'Anse, juste en face du Centre Spatial. Ce feu s'étend ensuite à la forêt environnante et occupe pompiers et forces de l'ordre pour le reste de la journée, tandis que les émeutiers bloquent les routes environnantes avant d'être arrêtés et de voir leurs barricades détruites.

Au sein du Centre Spatial, la tension générée par l'état de siège dans lequel se retrouvent ingénieurs, militaires et désormais journalistes atteint alors son paroxysme. Léon Bajaloun insiste alors beaucoup auprès de toute ses équipes pour maintenir leur concentration sur le lancement prévu le lendemain matin à l'aube.

« - Je sais que la situation actuelle doit vous amener à penser à tout autre chose, mais il est essentiel que nous restions tous concentrés sur notre travail. Ce lancement représente l'aboutissement d'années de préparation et de longs mois de travail intensif pour chacun d'entre nous : il est essentiel d'en faire un succès éclatant ! Concentrons tous nos efforts sur la préparation du grand jour de demain, et rappelons-nous que les gendarmes et militaires présents pour assurer notre sécurité se consacrent entièrement à repousser les émeutiers qui menacent le centre ! »

Alors, tandis que le soleil se couche sur le Centre Spatial Guyanais encore menacé par les flammes, les ingénieurs sont alors tous fort occupés aux derniers préparatifs du lancement, tandis qu'à l'extérieur, tous les membres des pompiers et des forces de l'ordre présents s'affairent à la lutte contre les flammes et à l'arrestation des émeutiers encore nombreux dans les rues de la ville et les recoins de la forêt.

Tout semblait devoir finir par se décanter.

L'Éclatement (2053)

C'est ainsi que sans crier gare, sous le couvert des ténèbres, les Faucons Nocturnes frappent dans la nuit du 10 au 11 août 2053.

À l'intérieur du Centre Spatial de Kourou, les ingénieurs, épuisés par les préparatifs du lancement prévu le lendemain, continuent leur travail sans se douter le moins du monde de l'attaque imminente.

Les journalistes présents pour couvrir l'événement sont assis, lassés de leur confinement forcé dans le centre spatial. Dans le bureau de la Direction du programme Bouclier d'Orion, Léon Bajaloun, le Capitaine Pichot et leurs trois collaborateurs Anaëlle, Fabrice et Ashraf sont plongés dans un silence tendu. Ils suivent attentivement les préparatifs, loin de se douter qu'au même instant, tandis que les flammes des manifestants continuent d'illuminer la fin de la nuit, les Faucons Nocturnes sont en train d'infiltrer le Centre spatial via l'aérodrome.

« - Capitaine Pichot, il est 4h26, c'est presque l'aube : le lancement est prévu d'ici 2 heures et tout se présente bien, comme je vous l'avais dit ! On ne va pas tarder à rejoindre les autres directement au niveau du terminal de lancement. »

« - En effet, Monsieur Bajaloun, en effet. Mais attendons quand même la fin de la nuit pour crier victoire : il se peut qu'elle nous réserve encore quelques surprises... »

Et ainsi, comme si ces paroles avaient eu valeur de prophétie, les portes du bureau s'ouvrent alors subitement et laissent entrer six personnes, vêtues de noir, et armées. Tout se passe alors très vite : les cris, des ordres lancés en plusieurs langues, un tir de sommation qui fait exploser l'une des baies vitrées, et en l'espace d'une minute, les cinq occupants du bureau se retrouvent face au mur du fond, contraints de restreindre leurs mouvements sous la menace des canons des de leurs geôliers.

Le fil de pensée du Capitaine Pichot est alors seulement dérangé par les bruits furtifs des militaires progressant rapidement dans les couloirs. Étaient-ils otages depuis 5 minutes ? Dix ? Trente ? Depuis une heure, ou peut-être deux ? Qu'est-il arrivé aux autres ingénieurs présents dans le bâtiment ? Et ceux qui étaient déjà sur le terminal de lancement ? L'alarme a dû être déclenchée ? Pourquoi alors personne n'arrive ? Pourquoi personne n'intervient ? Où sont les gendarmes ? Les militaires ? Qu'attendent-ils pour faire quelque chose ? Et puis, qui sont ces gens ? Des mercenaires ? Des militaires ? Ils sont là pour la fusée ? Les ont-ils pris en otage pour obtenir une rançon ? Que vont-ils leur faire ? Qu'est-ce qu'ils peuvent faire, eux, depuis leur position d'otage ?

Et surtout, pourquoi personne ne vient ?..

Alors que la nuit touche à sa fin, Fabrice et Ashraf, à ses côtés, observent d'un coup d'œil en coin vers le trou béant laissé par la baie vitrée les mouvements des soldats se déplaçant au sol, leurs uniformes révélés par les premières lueurs de l'aube. Anaëlle, le regard fixe et vide, n'a pas bougé depuis qu'on lui a intimé l'ordre de s'aligner contre le mur. Enfin, Léon Bajaloun se mord la lèvre à intervalles réguliers, le regard mi-songeur, mi-paniqué.

Pourquoi personne ne vient ?..

Ce que Pichot, Bajalou, Ashraf, Fabrice et Anaëlle ignorent, c'est que, si personne ne vient, c'est parce que personne ne sait qu'une prise d'otage est alors en cours au cœur même du Centre spatial de Kourou.

Personne ne sait et personne ne peut savoir : car, à cet instant, et depuis alors plus d'une heure, tout le système de communication des armées, pourtant extrêmement sophistiqué et sécurisé, est hors-service. Cet incident gravissime est loin d'être le fruit du hasard : il est en réalité l'aboutissement prévu de longue date d'une cyberattaque débutée pas moins de cinq ans auparavant.

Orchestrée par la Chine, cette attaque avait permis l'infiltration d'un ver au cœur même d'un des serveurs de combat du ministère des Armées. Cette infiltration, soigneusement dissimulée, devait ainsi préparer le terrain pour une intervention militaire plus directe et, surtout, impossible à relayer auprès de l'Etat-major des Armées. Le ver, placé dans l'hyperviseur de serveur, avait en effet progressivement compromis son intégrité et s'était alloué l'espace nécessaire pour y déployer sa propre IA, qui lui servait ainsi d'analyseur et de structure de commandement complexe. Au même moment, il émulait les services des parties qu'il infectait et qu'il utilisait, afin de ne pas être repéré : cette "couverture" par imitation lui permettait alors de poursuivre son ingénierie dans l'ensemble du serveur.

Une fois le système complètement compromis et analysé, le ver tire parti de son expérience pour générer une version de lui-même plus complète et discrète. Il s'en sert alors pour se paralléliser sur les autres serveurs qui s'y connectent, les infectant un à un, et rendant au bout du compte tout le système de communication des armées inopérant.

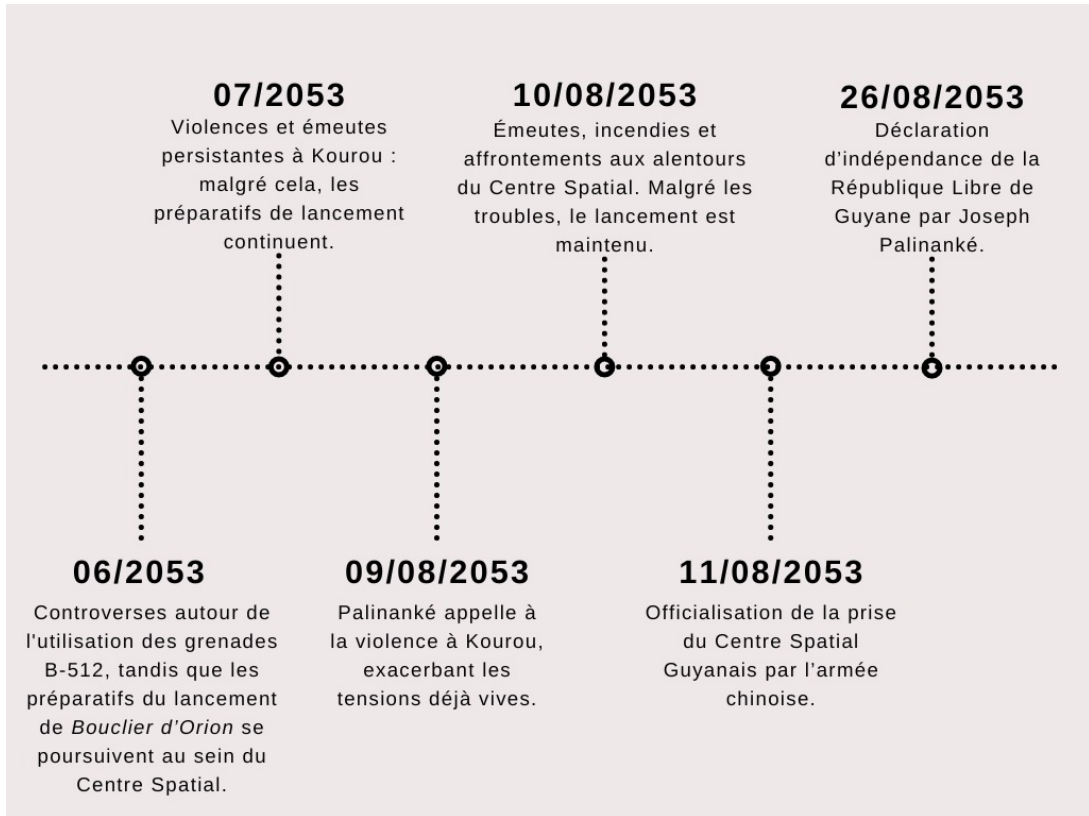
Constituée ainsi, cette cyberattaque ne laisse aucune possibilité aux forces armées françaises d'avoir connaissance de la situation sur place, malgré le déclenchement de l'alarme du site, et les tentatives de la part de nombreux gendarmes de prévenir la Métropole dans la matinée : Paris, informée par des communications sporadiques et fragmentées, sera restée aveugle à la gravité de la situation au sein du Centre spatial pendant plus de 5 heures, le laissant à la merci totale des assaillants.

C'est finalement par le biais d'une annonce officielle de Joseph Palinanké, diffusée massivement dans les médias et sur les réseaux sociaux, que la situation apparaît dans toute sa clarté : La base spatiale de Kourou a été prise par l'armée chinoise pour le compte de Lindépandans, afin de "réduire à néant les Accords scélérats de Cayenne" et de "rendre aux guyanais ce qui leur appartient : l'entièreté de leur territoire et des richesses naturelles comme technologiques qui s'y trouvent".

Désormais cernés par l'armée chinoise, les forces militaires françaises encore sur place regagnent Cayenne, puis Paris, le mercredi suivant, 13 août 2053.

Le 26 août 2053, dans un clin d'œil assumé à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, Joseph Palinanké est élu Président et proclame l'avènement de la République Libre de Guyane. Au Chapitre IV, article 21 de la Déclaration d'Indépendance, on peut alors lire :

« L'exploitation des ressources techniques et technologiques développées au sein du Centre spatial Guyanais de Kourou reste propriété du peuple de Guyane. Un droit d'usage perpétuel de ces mêmes ressources est accordé, au nom de l'effort commun mis en œuvre pour l'accès de la Guyane à son indépendance, à la République Populaire de Chine. »



Épilogue

La nuit du 10 au 11 d'août 2053 marque l'aboutissement de décennies de tensions géopolitiques et de frustrations locales. Les ambitions croissantes de la Chine en Guyane ont lentement mais sûrement miné l'autorité de la Métropole. Dès les années 2030, les investissements chinois dans les infrastructures et l'économie guyanaise se multiplient, et le mouvement Lindépendans trouve en Pékin un allié stratégique. L'autonomie partielle obtenue à travers les Accords de Cayenne en 2041 n'a pas suffi à apaiser les tensions, et les promesses non tenues de Paris nourrissent la méfiance et la colère.

La prise de contrôle du Centre spatial de Kourou est la première étape d'un plan plus vaste visant à mettre la France devant le fait accompli de la perte de son avant-poste stratégique guyanais. Elle permet également à la Chine de mettre en avant les fragilités d'un multilatéralisme atlantiste alors en berne depuis plusieurs décennies, et les performances de son arsenal cyberoffensif.

À Paris, le gouvernement, abasourdi par la rapidité et l'ampleur de l'attaque, tente de formuler une réponse. La perte de Kourou impose une réflexion urgente sur la marche à suivre : engager une intervention militaire à grande échelle pour reprendre le Centre spatial ou entrer en négociation avec un adversaire désormais solidement installé.

Les événements de cette nuit résonnent bien au-delà des frontières de la Guyane et de la France. Les puissances mondiales observent attentivement, conscientes que cet événement marque un tournant majeur dans l'équilibre géopolitique. Les États-Unis, préoccupés par l'expansion de l'influence chinoise en Amérique du Sud, envisagent leurs options, tandis que l'Union européenne doit réévaluer sa politique extérieure et sa coopération en matière de défense. En Chine, le succès de l'opération est célébré comme une victoire stratégique majeure. Pékin, ayant démontré sa capacité à projeter sa puissance à travers le globe, consolide son statut de superpuissance. Les ambitions chinoises dans le domaine spatial et militaire se trouvent renforcées, envoyant un message clair au monde : la Chine est prête à défier les anciens ordres établis.

L'invasion de Kourou ne marque pas une fin, mais plutôt le début d'une nouvelle ère tumultueuse. Les mois et les années à venir seront marqués par des négociations intenses, des conflits potentiels et des réajustements géopolitiques. La Guyane, au cœur de cette tempête, navigue entre les promesses d'un avenir indépendant et les réalités complexes de la dépendance économique et stratégique envers la Chine.

La France, confrontée à la réalité brutale de la perte de Kourou, doit réévaluer ses priorités et ses stratégies, tant sur le plan interne qu'international. Le monde, quant à lui, observe et attend, conscient que les événements de cette nuit fatidique à Kourou sont le prélude à des bouleversements plus vastes et plus profonds.

NOTE INTERNE

Objet : Constat de la Situation Critique à Kourou et Planification de la Réponse à cet Échec de nos Capacités Cyberdéfensives et à la Prise du Centre Spatial Guyanais qui en découle

Date : 31 août 2053

À l'attention de : Chef d'État-Major des Armées

Contexte

La récente prise de la base spatiale de Kourou par des forces agissant sous mandat explicite de la République Populaire de Chine, couplée à notre incapacité à prévenir ou à réagir efficacement à la cyberattaque qui a neutralisé nos systèmes critiques, a placé la France dans une position de vulnérabilité stratégique sans précédent face à une puissance nucléaire majeure. Cette note vise à établir un premier constat de cette situation critique et à esquisser les premières étapes d'une réponse adaptée.

Constat de la Situation

1. **Perte de Souveraineté sur Kourou :** La prise de la base de Kourou représente une perte significative de souveraineté et d'influence stratégique, non seulement dans la région mais aussi au niveau mondial, compte tenu de son importance dans notre stratégie spatiale et dans notre stratégie de défense.
2. **Vulnérabilité Cyber :** La cyberattaque menée, par son ampleur et sa sophistication, révèle des failles majeures dans notre cyberdéfense. Notre incapacité à détecter et à contrer cette attaque en temps opportun représente un échec majeur et souligne la nécessité urgente de renforcer nos capacités cyber.

Recommandations pour Action Immédiate

1. **Évaluation et renforcement des capacités cyber :**
Une revue complète de nos capacités de défense cybernétique est impérative. L'accent doit être mis sur la détection précoce, la résilience des infrastructures critiques et la capacité à mener des contre-opérations rapides et efficaces.
2. **Planification Stratégique Contre la Menace Nucléaire :**
Considérant la capacité nucléaire de la Chine, toute réponse doit être mesurée mais ferme, privilégiant la diplomatie et les canaux de communication internationaux pour éviter une escalade vers un conflit ouvert.
3. **Renforcement des Alliances Internationales :**
Il est crucial de solliciter le soutien et la coopération de nos alliés, en particulier ceux de l'OTAN et de l'Union Européenne, pour former un front uni face à l'agression chinoise. En parallèle, il est essentiel de chercher à isoler diplomatiquement et économiquement aussi bien la nouvelle République Libre de Guyane que la Chine, tout en les isolant l'une de l'autre, afin que la Chine révisé sa position de soutien à la Guyane indépendante malgré l'intérêt à la fois symbolique et stratégique que représente pour elle l'accès aux ressources technologiques du Centre Spatial de Kourou.
4. **Stratégie de Communication :**
Une stratégie de communication interne et externe doit être élaborée pour expliquer la situation à la population française ainsi qu'à la communauté internationale. Cette stratégie de communication devra souligner nos efforts pour une résolution pacifique de la situation et insister sur la légitimité de la défense de notre souveraineté face à cette agression et à l'atteinte au droit national et international qu'elle représente.

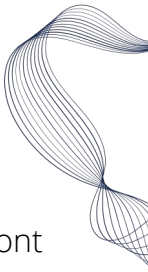
Conclusion

La situation actuelle, résultant de la prise de Kourou et de l'échec de nos systèmes cyber, requiert une action rapide et déterminée. L'élaboration d'une réponse coordonnée qui tienne compte de la puissance nucléaire de l'adversaire est essentielle. Nous devons agir avec prudence, mais avec la fermeté nécessaire pour protéger nos intérêts nationaux et rétablir notre position à l'international. Cette note servira de fondation à la mise en place d'un comité de crise chargé de superviser l'ensemble de nos actions en réponse à cet événement sans précédent.

Document préparé par : Amirale Emilie Durand, Officier de Liaison Stratégique

Pour validation : Chef d'État-Major des Armées

Distribution : Très Secret - Haut Commandement Militaire, ministère des Armées



REMERCIEMENTS

Ce projet anticipation n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de professionnels qui ont accepté de nous accorder leur temps pour nous partager leur passion et expérience. Nous remercions ainsi chaleureusement les experts d'AXA Group Security, de Sciences Po et de la Red Team qui ont organisé pour Les Jeunes IHEDN des ateliers thématiques des plus enrichissants.

Merci à Marie Sellier et à Laurent Ferrier pour leur accompagnement et au Pôle Wargame de l'Association du M2 Sécurité internationale et défense de Lyon 3 pour l'animation du Wargame.

Enfin, je souhaiterais remercier tous les membres qui ont accepté de participer à ce projet inédit et qui ont consacré de leur temps personnel pour se plonger à mes côtés dans l'univers de l'anticipation.

Lou-Anne Ducos

Responsable des Publications pour Les Jeunes IHEDN

ENVIE D'EN SAVOIR PLUS ?

Vous êtes un membre des Jeunes IHEDN intéressé par le projet ? Un professionnel qui aimerait partager son expertise avec nos membres ? Ou juste curieux d'en apprendre plus sur la démarche ?

N'hésitez pas à nous écrire à l'adresse : anticipation@jeunes-ihedn.org.

anticipation@jeunes-ihedn.org



<https://www.jeunes-ihedn.org/>



**LES JEUNES
IHEDN**